



C)DR

Œuvre de JR, artiste engagé, qui tente dans son projet *Face2Face* de favoriser le dialogue et par delà, la paix entre Israéliens et Palestiniens en affichant leurs portraits de part et d'autre du mur de séparation pour montrer leur ressemblance.

////////////////////// **LETTRE DU SECTEUR INTERNATIONAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS** ////////////////////////

Redonner espoir // PALESTINE : Lettre ouverte de Pierre Laurent au Secrétaire général de l'ONU // Appel pour la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël // Campagne pour la nomination de Marwan Barghouti au prix Nobel de la Paix // #STOP ERDOGAN : Les victimes d'Erdoğan attendent « plus de solidarité » ! // PROCHE ET MOYEN-ORIENT : Après Astana, Genève un espoir de paix ? // Les violences dans le monde arabe : déterminer les responsabilités pour trouver des solutions // AFRIQUE : Déclaration des mouvements sociaux à la 12^e édition du Forum des peuples du Mali, sommet alternatif citoyen au 27^e sommet Afrique-France // Congrès Unir/Parti Sankariste // L'accès à la santé en débat au Sénégal // ASIE : Libre-échange... dites-vous ? // Le rêve chinois : construire un pays socialiste riche, prospère et démocratique // AMÉRIQUE LATINE : Donald Trump et la politique de la force en Amérique latine // Séminaire entre les partis communistes de Cuba et de France // EUROPE : Union européenne: une année électorale cruciale // Sinn Féin, newsletter spéciale de juillet 2016 : Brexit et unité de l'Irlande // Instaurer d'autres relations avec la Russie en sortant des raisonnements binaires // Entre lutte contre la corruption et recomposition de l'appareil d'État : les contradictions du mouvement de rue en Roumanie // L'actualité de l'Europe de la Défense : l'enfermement dans une stratégie atlantiste et belliciste // DOSSIER : Mettre fin aux logiques de domination pour changer le monde // Les droites partent en guerre // D'autres réponses au libre-échange // Europe // Communiqués de presse du secteur international // 4^e de couv' // Secteur international-Europe

////////////////////////////////////

**« L'HISTOIRE A DONNÉ
RAISON À CEUX QUI
PLAIDAIENT DÈS SON
ACCÉLÉRATION À UNE
TRANSFORMATION DE LA
MONDIALISATION ;
LA MONDIALISATION, LE
LIEN, N'EST PAS EN SOI
POSITIF OU NÉGATIF,
IL EST, ELLE EST, CE QUE
NOUS EN FAISONS. »**

REDONNER ESPOIR

Tous les quatre ans, le Conseil national états-unien du renseignement rattaché à la CIA publie un rapport sur le monde à venir, en l'occurrence d'ici 2030 pour sa dernière édition sortie récemment en France.

Présenté comme un état des lieux fouillé de la situation internationale et un travail de prospective « objectif », l'ouvrage est en réalité plus éloquent de la manière dominante de penser le monde et ses évolutions, et de ce qu'il est attendu des citoyens d'en penser et d'en comprendre. Constitutif d'une politique d'influence très sophistiquée, les laudateurs du « chaos mondial » et des différentes variantes du « choc des civilisations » se régaleront des frissons qu'il provoque et y trouveront leurs éléments de langage et argumentaires sibyllins.

Il ne faut certes pas négliger ce que ce rapport peut contenir d'informations utiles pour mieux comprendre la stratégie américaine (et ses contradictions internes) mais, pour le reste, il ne livrera aucune analyse viable des causes fondamentales des crises en cours – car il ne le souhaite pas –, ni de pistes pour les résoudre, et ce encore moins par le biais du développement humain, social et écologique général.

Le présupposé sur lequel il s'appuie est que le monde affronte des courses présentées comme inexorables et menaçantes – démographiques, économiques, idéologiques –, et que l'humanité se divise encore en « gentils » et en « méchants » (la Russie et la Chine étant pointés comme les seuls responsables d'une nouvelle course aux armements). Cette vision conviendra peu ou prou au nouvel hôte de la Maison-Blanche pour lequel le monde se réduirait à deux catégories de pays : les amis à récompenser et les ennemis à punir.

Le monde est inquiétant, certes, mais pourquoi ? Parce que ce qui se joue, peut-être, à ce stade de mondialisation économique sous domination ultralibérale et financière capitaliste, c'est l'intérêt – ou non – des forces du capital à poursuivre – ou pas – dans cette voie.

Le débat en leur sein, et les affrontements, sont réels. Pour les chantres du libéralisme, il s'agit de sauver le système en regagnant l'adhésion des peuples à leur vision de civilisation sans en varier de logique. Pour d'autres, il s'agit de le ramener à l'échelle des égoïsmes nationaux et de pousser la logique des alliances opportunistes et des rivalités sur fond de nouvelles tentatives impérialistes. Les uns comme les autres veulent faire croire qu'ils combattront la mise en concurrence des travailleurs et des peuples par... plus de mise en concurrence. Et, les uns comme les autres, participent sur le plan sociétal et idéologique à une régression hyperconservatrice qui mine toutes les sociétés et aggrave l'affaiblissement des solidarités.

Ce qui se joue pour les citoyens, les peuples et la planète est d'une tout autre envergure. L'histoire a donné raison à ceux qui plaidaient dès son accélération à une

transformation de la mondialisation ; la mondialisation, le lien, n'est pas en soi positif ou négatif, il est, elle est, ce que nous en faisons.

« Qui gouverne le monde ? » interrogeait, en tentant d'apporter des réponses et de mettre au jour des alternatives, la dernière livraison de l'État du Monde publié sous la direction de Bertrand Badie et Dominique Vidal aux éditions La Découverte ; et cette question est sans doute celle qui résume l'état de l'affrontement capital/travail : Qui gouverne ? Qui doit gouverner ? Le pouvoir, et la démocratie sous toutes ses dimensions, oui, sont au cœur de cet affrontement et bien à l'ordre du jour.

En France, nous voyons l'extrême droite et l'ancien ministre des Finances s'approprier, comme d'autres avant eux, « le peuple » ; ils se posent comme son représentant le plus légitime à l'image de Donald Trump qui, le jour de son investiture, proclame qu'ainsi, avec lui, c'est « le peuple qui reprend le pouvoir »... l'imposture est totale, et si certaines parties des catégories les plus modestes s'y laissent prendre, elle n'abuse pas celles et ceux dont la conscience de l'antagonisme des intérêts de classe est aiguë.

Pour autant, elles et ils ne se tournent pas encore, dans notre pays, majoritairement, vers les forces de l'émancipation humaine et de la transformation sociale dont elles et ils font pourtant partie. L'enjeu des échéances électorales du printemps en France est là : redonner espoir à toutes ces forces, contribuer à les rassembler sur leurs principales convergences pour battre droite et extrême droite à la présidentielle et porter une majorité à l'Assemblée nationale qui mettra en œuvre une politique de gauche, qui mettra la France en position de prendre des initiatives de refondation progressiste du cadre européen, et par là-même d'amorcer des processus de transformation de la mondialisation.

Toutes les expériences qui sont allées dans ce sens se sont construites sur la base de fronts larges. Sans doute avons-nous, en France, à gauche, à nous en nourrir sans plus tarder.

LETTRE DE PIERRE LAURENT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

Pierre Laurent
Secrétaire national du PCF
Sénateur de Paris

Antonio Guterres
Secrétaire général Organisation des Nations-unies

Paris, le 10 février 2017

Monsieur le secrétaire général,

À l'occasion de votre entrée en fonctions, vous avez appelé à « faire de la paix une priorité absolue en 2017 », et je tenais d'abord à saluer la volonté politique qui vous anime, au contraire de tant de dirigeants d'envergure internationale.

Je veux aussi vous assurer que parmi les forces démocratiques que vous trouverez à vos côtés, il y a les communistes français pour lesquels « la paix est le plus grand des combats », comme l'affirmait Jaurès.

Je vous adresse cette lettre ouverte car comme vous, Monsieur le secrétaire général, nous sommes des millions à considérer qu'il y a urgence à faire triompher la paix.

Le peuple palestinien est de ceux qui auront enduré et continuent d'endurer les pires injustices : Naqba, occupation militaire, colonisation depuis des décennies au mépris des droits humains et du droit international, et de toutes les résolutions adoptées par l'ONU.

J'ai, comme tous, comme vous certainement, applaudi au vote du Conseil de sécurité de l'ONU, le 23 décembre dernier, de la résolution 2334 adoptée par 14 voix et grâce à l'abstention des États-Unis qui, pour la première fois depuis 37 ans, n'ont pas mis leur veto à un texte condamnant la colonisation de la Palestine par Israël et les activités de peuplement de territoires palestiniens y compris à Jérusalem-Est.

Mais la réponse du gouvernement Netanyahu est de poursuivre dans une stratégie conflictuelle et d'accélérer la colonisation. Hier encore, 6 février, la Knesset a adopté une loi permettant à l'État de s'appropriier en Cisjordanie occupée des centaines d'hectares de terres palestiniennes privées où des colons israéliens ont construit sans autorisation préalable des autorités israéliennes.

Il y a quelques jours, le 1^{er} février dernier, après de nouvelles annonces de constructions de 5 000 logements dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, vous avez exprimé par la voix de votre porte-parole votre inquiétude de voir le gouvernement israélien ajouter encore de nouveaux obstacles à la solution négociée de deux États ; et vous avez redit l'engagement des Nations-unies à appuyer un processus de négociations « sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et conformément au droit international ».

Monsieur le secrétaire général,

La conférence de Paris à laquelle plus de 70 pays ont participé a rappelé dans son communiqué final que « la solution à deux États est la seule voie pour arriver à une paix durable ». Ce sont des pas incontestables mais je m'inquiète de la réalité de l'application de cette résolution comme tant d'autres, trop nombreuses, que le gouvernement israélien bafoue impunément.

Je sais que vous travaillez à la mise en place d'une mission d'appui de l'ONU pour promouvoir une solution à deux États mais sera-t-elle suffisante sans une large mobilisation et sans solidarité internationale ?

Le gouvernement israélien n'est pas disposé à écouter la communauté internationale alors il est temps de poser la question : sans sanctions, arriverons-nous à lui faire respecter les droits inaliénables du peuple palestinien à l'autodétermination sans ingérence extérieure, à l'indépendance, à la souveraineté nationale et au retour des réfugiés ? Face au déni du gouvernement Netanyahu – et pour mettre un terme à la colonisation – n'est-il pas grand temps de répondre à l'appel de la société palestinienne lancé il y a 12 ans avec le mouvement BDS international ?

En France, notre parti travaille inlassablement à la reconnaissance de l'État palestinien par notre gouvernement; nous sommes mobilisés pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques palestiniens et à la suspension immédiate de l'accord d'association Union européenne-Israël tant que son article 2 sur le respect des droits humains et démocratiques sera bafoué.

Nous comptons sur vous, Monsieur le secrétaire général, pour soutenir les efforts en faveur d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens.

Respectueusement,



Pierre Laurent

APPEL POUR LA SUSPENSION DE L'ACCORD D'ASSOCIATION UNION EUROPÉENNE - ISRAËL

Parmi ces violations, dont certaines constituent des crimes de guerre, mentionnons la construction de colonies de peuplement dans les territoires occupés et celle du mur de séparation, le recours à des emprisonnements sans jugement, à des mauvais traitements et à des conditions de détention des Palestiniens contrevenant à la quatrième Convention de Genève, le non-respect des règles sur la conduite des hostilités lors d'offensives contre Gaza et les entraves aux missions médicales dans les territoires occupés, etc.

L'Europe, plutôt que de sanctionner l'État d'Israël pour ces violations, l'y encourage pratiquement par une coopération politique, économique, militaire et sécuritaire intense. L'expression la plus significative de cette coopération et celle dont Israël tire le plus grand profit est sans doute l'Accord d'association Union européenne-Israël. Signé en 1995, l'accord implique une totale détaxation des produits exportés d'Israël vers l'Union européenne, à l'exclusion de ceux des colonies des territoires palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est (article 83). En 2013, Israël a importé pour 55 milliards d'euros de biens, surtout des matières premières (38 %), des hydrocarbures (20 %) et des produits de consommation (16 %), cependant qu'il exportait pour 43 milliards d'euros

de biens, principalement des produits informatiques, des composants électroniques et du matériel aéronautique. En conséquence de cet accord, Israël a scellé en 2003 sa participation au 6^e programme cadre de recherche, développement et technologie, le PCDR, bénéficiant ainsi de subventions européennes pour ses chercheurs.

Il est grand temps que l'Union européenne exerce les pressions nécessaires en vue du respect du droit international par l'État d'Israël et suspende l'Accord d'association qui le lie à lui. Il est temps de mettre fin à l'impunité d'un État qui viole les droits de l'homme. L'article 2 de l'Accord d'association stipule d'ailleurs que « Les relations entre les parties, de même que toutes les dispositions du présent accord, se fondent sur le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques qui inspire leurs politiques internes et internationales et qui constitue un élément essentiel du présent accord ». L'article 79 stipule une suspension possible « si une partie considère que l'autre ne satisfait pas à une obligation découlant du présent accord... ».

C'est pourquoi nous en appelons à la suspension sans délai, par l'Union européenne, de l'Accord d'association qui la lie à Israël.

Le PCF est signataire de l'appel et de la pétition du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI).

liens (CNPJDPI).

« Nous, citoyennes et citoyens, considérant que l'État d'Israël, dans sa politique de colonisation et d'annexion des territoires palestiniens, viole en toute impunité le droit international, le droit humanitaire, la 4^e convention de Genève, les nombreuses résolutions de l'ONU, et que ces atteintes répétées aux droits de l'Homme caractérisent une infraction majeure à l'article 2 de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël, demandons que la Commission européenne mette en œuvre une procédure de suspension de cet accord et qu'elle convoque d'urgence à cet effet le Conseil d'association Union européenne-Israël ; prions Madame Fédérica Mogherini, Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, de bien vouloir prendre en considération notre demande, laquelle est fondée sur une exacte appréciation des faits et une rigoureuse interprétation des conditions suspensives de l'accord et des normes qui doivent présider à la politique étrangère européenne, et, pour toutes ces raisons, de bien vouloir la transmettre et l'appuyer auprès des organes compétents de l'Union. »

Pour signer l'appel :

CNPJDPI.ORG/APPEL/INDEX.PHP?P=4

CAMPAGNE POUR LA NOMINATION DE MARWAN BARGHOUTI AU PRIX NOBEL

Au Comité du prix Nobel de la Paix

Au Comité du prix Nobel de la Paix

« Nous, citoyen-ne-s du monde entier, soutenons le peuple palestinien dans sa lutte pour ses droits et la fin de l'occupation. Toute solution politique passe par la libération des prisonniers, dont Marwan Barghouti, symbole de la lutte contre l'injustice, la tyrannie et pour la liberté, comme le fut Mandela.

La nomination de Marwan Barghouti au prix Nobel ferait toute la lumière sur la situation des milliers de prisonniers politiques, et contribuerait à mettre fin à l'occupation et à promouvoir la paix. Nous soutenons la nomination du dirigeant et prisonnier politique Marwan Barghouti au prix Nobel de la Paix. »

Pour signer la pétition :

SECURE.AVAAZ.ORG/FR/NOBEL_TO_MARWAN_ENG/

#STOP ERDOĞAN

LES VICTIMES D'ERDOĞAN ATTENDENT « PLUS DE SOLIDARITÉ » !



Ce 16 février 2017, au Palais de Justice de Diyarbakir, « capitale » de la région kurde de Turquie, la police est partout. C'est qu'on s'apprête à y juger une dangereuse « terroriste », Çağlar Demirel, co-présidente du groupe HDP (6 millions de voix, 3^e force politique du pays) au Parlement d'Ankara. Elle fut arrêtée en plein vote du budget, le 4 novembre dernier, comme le furent 28 autres députés de son groupe, parmi lesquels les deux co-présidents du parti, Selahattin Demirtaş et Figen Yüksekdağ.

Une fois dans la salle d'audience, première surprise : l'accusée est absente. Elle s'exprimera par visioconférence depuis sa prison située à 1 000 km de sa circonscription – histoire, sans doute, d'exercer encore un plus de pression sur le moral de la députée et de ses proches. La femme qui apparaît à l'écran n'est pourtant nullement abattue. Elle sourit, salue chaleureusement le public venu la soutenir, avant de se livrer à un véritable procès du procès qui lui est intenté. « En arrêtant en même temps de nombreux députés de mon groupe sous des accusations différentes, vous confirmez qu'il s'agit d'une décision politique » lance-t-elle en démontant un à un les « crimes » qui lui sont reprochés. Très offensive, elle énumère ensuite les véritables raisons de l'acharnement d'Erdogan contre ce parti démocratique et rassembleur : « Mon parti défend toutes les minorités, la diversité culturelle, les droits fondamentaux. Grâce à lui, c'est la première fois qu'il y a autant de femmes au Parlement ! Nous sommes accusés pour notre

combat pour l'égalité ! »

Tel fut l'un des moments forts d'un périple qui, de Diyarbakir à Istanbul, a permis, une semaine durant, à une délégation internationale – à laquelle j'ai eu l'honneur d'être associé – d'aller à la rencontre de nombreux acteurs et actrices de l'opposition au régime dictatorial d'Ankara : responsables politiques et syndicaux ; associations de droits de l'homme ; juristes ; universitaires ; journalistes... Cette initiative de la « Commission civique UE-Turquie » nous a également conduits à nous rendre à la prison « de haute sécurité » d'Edirne où est détenu Selahattin Demirtaş -devenu la « bête noire » d'Erdogan depuis que le co-leader du HDP l'a privé (lors du scrutin législatif du 7 juin 2015) de la majorité parlementaire nécessaire pour accomplir son rêve de devenir néo-sultan tout-puissant de Turquie ! Empêché d'y parvenir par la voie électorale, le maître d'Ankara s'est engagé depuis lors dans l'impasse de la force, au mépris de toutes les règles, y compris la Constitution turque.

Les chiffres illustrant la répression récente – et toujours en cours – au nom de la lutte contre « le terrorisme » sont affolants. Et pourtant, ils ne permettent pas de mesurer l'étendue monstrueuse des massacres ; des arrestations ; des limogeages ; des déplacements forcés ; de la privation de tout revenu touchant les innombrables licenciés pour raison politique : l'opposition est totalement muselée, une « épée de Damoclès » planant au-dessus de quiconque s'aventure à contester le pouvoir. C'est dans ce contexte dramatique que doit se tenir, le 16 avril pro-

chain, le référendum-plébiscite destiné à octroyer les pleins pouvoirs à Erdogan... On comprendra pourquoi ce qu'attendent de nous les forces démocratiques, tant kurdes que turques, ce soit autre chose que l'expression pusillanime et hypocrite des « inquiétudes » ou des « préoccupations » des dirigeants européens : ils ont un besoin vital d'une véritable et conséquente campagne de solidarité !

Francis Wurtz

député honoraire du Parlement européen, chronique parue dans *l'Humanité Dimanche* n°549 – 23 février au 8 mars 2017

MESSAGE DE PIERRE LAURENT ET DE FRANCIS WURTZ REMIS AUX AVOCATS DE SELAHATTIN DEMIRTAŞ MI-FÉVRIER 2017 :

« Dear Selahattin Demirtaş,
On behalf of Pierre Laurent, Senator of Paris, and myself (former Chair of the United Left group in the European Parliament, where we met), I express to you a total solidarity. Your struggle is exemplary ! We try to do our best to extend support to the democratic forces in Turkey and particularly to the HDP, that represents Turkey in the future. »

Parrainage de
Selahattin Demirtaş
par Pierre Laurent



Vidéo :

PCF.FR/91948



APRÈS ASTANA, GENÈVE UN ESPOIR DE PAIX ?

Au moment où ces lignes sont écrites doit débiter le 23 février à Genève une rencontre entre les représentants du régime syrien et de l'opposition politique et armée, sous l'égide de l'ONU avec le parrainage des principales puissances régionales et internationales.

Cette rencontre, programmée après l'échec de la précédente réunion, il y a un an, fait suite à celle tenue il y a quelques semaines à Astana (Kazakhstan), à l'initiative de la Russie, avec la participation de la Turquie et de l'Iran, ces trois pays étant des protagonistes majeurs du conflit ; la Russie et l'Iran du côté du pouvoir syrien, la Turquie de celui d'une partie de l'opposition armée ... hormis aujourd'hui l'État islamique. Cette réunion dans la capitale kazakhe a permis de déboucher sur un « accord de cessez-le-feu » et un « mécanisme pour le superviser », « qui dans l'ensemble fonctionne d'une manière efficace » indique le document signé par les trois pays qui réaffirment « qu'il n'y a pas de solution militaire à ce conflit, qui ne peut être réglé que par un processus politique ». C'est pour avoir refusé cet objectif de solution politique que Genève 1 a échoué en juillet 2012, du fait des veto des États-Unis et de la France, malgré le texte d'accord adopté alors par toutes les parties. Ce texte d'alors, on le retrouve d'ailleurs en grande partie dans la

résolution 2 254 adoptée par le Conseil de sécurité fin 2016 sur proposition des dix-huit pays réunis à Vienne en novembre de cette même année.

Tout cela vient donc de loin et attention à ne pas refaire les mêmes fautes pour ces pays, de faire passer exclusivement leurs intérêts et leurs alliances avant l'objectif de la paix et de la fin du martyre du peuple syrien. Ainsi Jean-Marc Ayrault, ministre des Affaires étrangères, lors de sa rencontre du 10 février à Paris avec l'émissaire de l'ONU a déclaré que « la transition est indispensable pour permettre le retour à la paix et un combat efficace contre le terrorisme ».

Espérons que la France saura tirer les leçons que de vouloir faire du départ d'Assad un préalable à tout accord politique conduirait inévitablement à l'échec et ne ferait que prolonger la guerre, en faisant le lit de l'État islamique et d'Al Nosra. Ce sera au peuple syrien lui-même de décider de son futur président et du sort de Bachar Al Assad, dont les crimes sont avérés comme ceux des groupes islamiques, mais la paix d'abord ! La paix par la mise en place d'un gouvernement formé de tous les courants politiques hormis les terroristes, en travaillant à une nouvelle Constitution et en préparant les élections dans les dix-huit mois. Telle est la feuille de route arrêtée au Conseil de sécurité pour aller vers la paix. Cette nouvelle Syrie devrait se

construire dans le respect de toutes les composantes et de la citoyenneté, ou les Kurdes auraient toute leur place conformément à la lutte qu'ils mènent contre l'EI, mais aussi des innovations démocratiques qu'ils développent en leur sein notamment par la place que prennent les femmes.

Cette paix est indispensable pour engager la reconstruction du pays, réinstaurer le dialogue entre Syriens, permettre le retour des millions de réfugiés répartis dans la région et en Europe. La volonté actuelle de la Turquie d'établir une « zone de sécurité » en territoire syrien, profitant du combat contre l'État islamique, est un facteur de tension, d'affrontement avec l'armée syrienne, qui cherche à préserver sa frontière avec son voisin. Aujourd'hui, des discussions sont engagées entre l'émissaire spécial de l'ONU, Staffan de Mistura, et l'opposition syrienne pour présenter un front uni devant les représentants du régime à la rencontre de Genève.

La période qui vient est donc capitale pour parvenir à un accord à condition que tous les pays associés à cette discussion décident de faire de la paix leur unique objectif.

Patrick Margaté

membre de la commission des relations internationales du PCF

LES VIOLENCES DANS LE MONDE ARABE : DÉTERMINER LES RESPONSABILITÉS POUR TROUVER DES SOLUTIONS

Le chaos de violences, de terrorismes, d'interventions militaires externes, directes ou indirectes, dans lequel s'enfoncent tous les jours un peu plus de nombreuses sociétés arabes nous interpelle à tous, mais nous laisse malheureusement impuissants. Car ce qui domine la plupart des analyses et commentaires est de l'ordre du passionnel et de la désinformation active qui paralyse la pensée et l'action de tous les hommes de bonne volonté pour mettre fin aux drames à répétition que connaît cette région du monde depuis environ deux siècles.

Pour parvenir à identifier des actions utiles à mener, il convient de rechercher les responsabilités dans le déclenchement des violences aveugles qui secouent aujourd'hui plus que jamais le monde arabe. Le chaos actuel est-il le résultat de facteurs purement internes au monde arabe ou bien la cause des violences actuelles est-elle due à l'intensité des facteurs externes à la région, mais qui se sont cristallisées sur elle dans la géopolitique mondiale, en raison de sa position géographique stratégique, de ses riches ressources énergétiques et de l'instrumentalisation facile des symboliques religieuses de son histoire qui a vu naître les trois monothéismes ?

Ce que nous allons chercher à déterminer au cours de cette courte intervention.

Nous avons identifié dans cette optique trois facteurs principaux ayant mené aux désordres et violences actuelles, dans lesquels facteurs internes et externes sont étroitement liés, mais où il m'apparaît que les facteurs externes ont largement prédominé.

1- L'échec de la création d'un royaume arabe unifié au début du XX^e siècle et ses conséquences

La création d'un tel royaume a répondu à l'époque à l'aspiration des élites arabes, ainsi qu'il en ressort d'ailleurs des conclusions d'une commission américaine de haut niveau envoyée par le président Wilson en 1919 au Proche-Orient pour connaître le vœu des populations arabes (Commission King-Crane). Le gouvernement britannique avait d'ailleurs promis d'œuvrer à la constitution d'un tel royaume pour prix du ralliement des Arabes à la cause

des nations européennes en lutte contre l'Allemagne alliée à l'empire ottoman.

À l'issue de la grande guerre 14-18 cependant, la Grande-Bretagne a renié sa promesse. Elle a au contraire œuvré à l'émergence du royaume d'Arabie saoudite par la conquête violente de la tribu des Saoud alliée et soutien du wahhabisme, forme étriquée et excessive de pratique de la religion musulmane. De la sorte, les Britanniques ont fait avorter l'embryon de royaume arabe moderne et ouvert sur le monde que la famille des Hachémites, gardienne des lieux saints de La Mecque et Médine, s'appropriait à bâtir avec le soutien de nombreux membres de l'élite arabe.

Aussi, à l'issue de la guerre 14-18, les entités arabes nées de la disparition de l'empire ottoman constitueront autant d'États aux dimensions totalement hétérogènes, sur le plan géographique, démographique et en dotations de ressources naturelles et qui seront en rivalités les uns contre les autres pour le « leadership » sur l'ensemble du monde arabe. Ceci donnera lieu à une faiblesse congénitale du monde arabe, que la diplomatie des États-Unis qualifiera de « vide de puissance » dans sa lutte contre l'extension de l'influence soviétique au Moyen-Orient. Alors que ce n'est pas le cas des deux autres entités majeures au Moyen-Orient, la Turquie et l'Iran, qui ont connu des renaissances politiques et modernisations militaires importantes et qui ont été embrigadées dans la croisade américaine antisoviétique.

Lorsque le monde arabe devient un acteur important du Mouvement des non-alignés sous l'impulsion de la figure charismatique de Gamal Abdel Nasser, président de l'Égypte, ce pays fait l'objet de la triple agression militaire franco-britannique et israélienne de 1956.

Quelques années plus tard, en 1967, l'Égypte – ainsi que la Jordanie et la Syrie – est à nouveau l'objet d'une agression militaire de la part de l'armée israélienne, devenue la plus puissante au Moyen-Orient grâce à des aides financières et militaires massives des États occidentaux. Le Sinaï ainsi que la rive palestinienne occidentale du Jourdain et les hauteurs du Golan syrien sont occupés par l'armée israélienne dans une guerre éclair déclenchée par elle. Cette défaite contribue à déconsidérer la politique nationaliste arabe. Nasser meurt en 1970 et le monde arabe est privé d'un héros charismatique.

Les politiques occidentales développent dès

cette période et face à certains régimes arabes qui refusent de s'aligner sur la politique globale américaine de lutte contre l'URSS ou de renoncer à la reconquête des territoires occupés par Israël (Syrie, Irak, Libye, Algérie) une rhétorique divisant les régimes arabes en « radicaux » et « modérés », comme s'il était possible en matière de droit des Palestiniens à retrouver leur patrie (ou moins une partie) d'être modéré.

2- L'instrumentalisation de l'islam dans le cadre de la Guerre froide

À partir de la fin des années 1970, et grâce à l'augmentation fabuleuse de ses revenus pétroliers, l'Arabie saoudite, à l'ombre de la puissance américaine dès la fin de la guerre 39-45, puis grâce à ses exceptionnels revenus pétroliers, développera un califat islamique occulte au profit des intérêts géopolitiques des États-Unis en contrepartie d'une protection exceptionnelle que lui accordent les États-Unis. C'est ainsi qu'elle fonde au début des années 1970 l'organisation des États islamiques, ainsi que la Banque islamique de développement.

En 1979, sur demande américaine, l'Arabie saoudite, de concert avec le Pakistan, autre État à pratique musulmane rigoriste et excessive, entraîne militairement des dizaines de milliers de jeunes arabes pour les envoyer se battre en Afghanistan contre l'armée soviétique venue au secours d'un régime moderniste pro soviétique. Cet enrôlement se fait sous couvert d'une idéologie dite « djihadiste » commandant de se battre contre les « infidèles » athées. Plutôt que de penser contribuer à libérer la Palestine, l'Arabie saoudite veut libérer l'Afghanistan avec qui le monde arabe et elle-même n'ont depuis des siècles aucune relation culturelle, commerciale, économique. Cette action évite à l'armée américaine, traumatisée par sa défaite au Vietnam, d'avoir à envoyer elle-même des troupes au sol.

Le résultat sera la constitution de l'organisation d'Al Qaeda sous la direction de l'un des fils d'une des grandes familles fortunées du royaume saoudien, Oussama Ben Laden. Une armée de prétendus djihadistes de toutes les nationalités sera ainsi formée qui, plus tard, fera le coup de feu en Bosnie, puis en Tchétchénie, puis au Kosovo et aujourd'hui en Libye, Syrie et en Irak, mais aussi en Tunisie, au Liban, au Pakistan, en Indonésie, sans oublier

le Caucase, les Philippines et le Xing Kiang chinois, province à majorité musulmane.

Cette manipulation du religieux va certes se retourner contre ses auteurs, mais la guerre au terrorisme par le déploiement d'armées permet aussi de donner de la crédibilité à la thèse fantaisiste de Huntington d'un choc de civilisation.

Le second fait majeur est la confiscation de la grande révolution populaire iranienne de 1979 par une partie du clergé musulman d'obédience chiite. L'Imam Khomeiny est alors invité à s'installer à Neauphle le Château, proche de Paris, où les médias occidentaux relayent quotidiennement ses discours et sermons contre le chah d'Iran dont le régime est encore reconnu par tous les États. En réalité, les États-Unis, qui savent que le chah est gravement malade, craignent une prise de pouvoir communiste et nationaliste en Iran. Ils ont donc recours à un religieux, par définition anticommuniste, pour récupérer ce vaste mouvement populaire avant que les grands partis politiques anti-impérialistes et nationalistes ne soient en mesure de prendre le pouvoir. La fausse appellation de « révolution religieuse » iranienne sera inventée par le philosophe français Michel Foucauld qui vantera de façon surprenante les mérites d'un pouvoir religieux qui apporterait selon lui de la spiritualité dans la gestion politique des sociétés. Le régime politique dit « islamique » qui sera instauré en Iran par Khomeiny constitue une nouveauté quelque peu détonante. Il mêle des principes de droit constitutionnel moderne avec une innovation totale sur le plan de la théologie politique islamique, y compris celle de la branche chiite de l'Islam, à savoir celle d'un contrôle des religieux sur le fonctionnement des pouvoirs politiques.

Cette innovation aura de profondes répercussions dans le monde arabe où le désenchantement s'est développé, notamment depuis la disparition de Gamal Abdel Nasser, sur les échecs successifs des régimes politiques se réclamant du nationalisme arabe : incapacité à récupérer les territoires palestiniens occupés par Israël depuis la guerre perdue de 1967 et à assurer le retour des réfugiés palestiniens ; rivalités interarabes généralisées, y compris entre la Syrie et l'Irak dont les deux régimes politiques se réclament de l'idéologie du nationalisme arabe, pratique très autoritaire du pouvoir dans les républiques se réclamant de l'idéologie nationaliste. Aussi, les diverses formes d'islam politique vont-elles avoir le vent en poupe dans les pays arabes. Les Frères musulmans égyptiens, marginalisés du temps de Gamal Abdel Nasser, sont favorisés sous le règne d'Anouar El Sadate qui signe la paix avec Israël en 1978. L'Arabie saoudite et d'autres principautés de la péninsule arabique prônent un renouveau islamique (sahouat ou en anglais « revival ») dans tout le monde musulman qui se veut un antidote à l'idéologie du régime islamique iranien. L'Organisation des États islamiques qu'elle a créée au début de la décennie sert de plateforme d'expansion idéologique d'une altérité islamique qui est exaltée à l'encontre de l'idéologie des droits de l'homme et à la domination de la modernité politique issue

de la philosophie des lumières et de la Révolution française.

Désormais, l'Arabie saoudite devient un partenaire majeur des États-Unis aidant ces derniers dans les financements occultes qu'ils accordent à tous les mouvements anti-communistes dans le monde, notamment en Amérique latine (les contras au Nicaragua par exemple). Le Pakistan, un autre régime islamique finance de concert avec l'Arabie saoudite, la constitution de mouvements islamiques radicaux en Asie. Le mouvement afghan des Talibans sera ainsi une création des services spéciaux pakistanais. Mais déjà quelques années auparavant, l'Indonésie, sous le règne du dictateur Suharto qui a liquidé par la force le très important mouvement communiste indonésien et le régime laïc et ouvert du président Soekarno, verra aussi la constitution d'un mouvement d'islam politique radical qui pratiquera de nombreuses opérations terroristes, dont la plus célèbre reste celle commise dans l'île touristique de Bali en octobre 2002.

C'est ainsi que la libération de la Palestine cesse d'être le centre des préoccupations des sociétés arabes qui se laissent prendre dans les idéologies panislamistes radicales, dont le slogan majeur est « l'Islam est la solution ». L'occupation par Israël en 1978 d'une large partie du territoire libanais, occupation étendue en 1982 jusqu'à la capitale, Beyrouth, pour y chasser les combattants de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), laisse le monde arabe indifférent.

3- L'impérieux désir des États-Unis de remodeler le Moyen-Orient

La Guerre froide gagnée, les ambitions américaines au Moyen-Orient n'ont plus de limites. Elles se déchaînent avec l'arrivée au pouvoir – dans des conditions douteuses sur le plan constitutionnel – du président George W. Bush en 2000 et les attentats de New York et Washington en septembre 2001, attribués à Al Qaeda et dont une grande partie des exécutants sera constituée de ressortissants de nationalité saoudienne.

Ce n'est point ici le lieu de raconter en détail les folies des États-Unis qui, n'ayant plus désormais en face d'eux d'ennemi global tel que l'URSS, entendent bien se débarrasser de tout régime politique arabe qui ne s'alignerait pas sur la nouvelle politique américaine, mais aussi se débarrasser du régime iranien qui continue d'avoir une rhétorique forte contre l'impérialisme américain et contre l'État d'Israël. Ainsi, outre l'invasion de l'Afghanistan en 2001, les États-Unis envahissent l'Irak en 2003 et envoient des signaux forts de nécessité de la mise au pas aux régimes arabes récalcitrants, tels que la Syrie et la Libye.

Dans l'invasion de l'Irak, les médias américains présentent cette invasion comme étant nécessaire pour libérer ce pays de son dictateur sanglant, Saddam Hussein, présenté comme chef d'un clan sunnite minoritaire qui opprimerait les chiites majoritaires dans ce pays. Dans la

réforme politique des institutions du pays, l'armée et le parti Baath sont dissous, la nouvelle constitution favorise la naissance et le développement de blocs politiques communautaires, notamment chiites et sunnites, cependant qu'est laissé libre champ à une corruption effrénée qui paralyse une reconstruction rapide du pays ravagé par ses années de guerre avec l'Iran, puis par les bombardements américains intensifs subis en 1991 pour obliger l'armée irakienne à évacuer le Koweït envahi par elle en 1991, enfin par les douze ans d'embargo économique impitoyable qui ont appauvri à l'extrême la population irakienne. L'influence iranienne peut ainsi se développer facilement dans ce pays, alors qu'à l'origine cette invasion était destinée à envoyer un message fort aussi bien à l'Iran qu'à la Syrie.

Ces deux derniers pays, dont l'un est arabe et l'autre ne l'est pas, sont en alliance étroite depuis la guerre entre l'Irak et l'Iran. Ils ont tous les deux aidé le Hezbollah libanais qui en 2000 a réussi à obliger l'armée israélienne de se retirer sans conditions de la partie occupée du sud du Liban depuis 1978, ce qui en a fait un acteur incontournable de la scène libanaise aussi. Ce trio forme un axe de résistance générale aux ambitions américaines dans la région et au désir d'Israël de se débarrasser du Hezbollah qui désormais veille de concert avec l'armée libanaise à empêcher tout retour de l'armée israélienne sur le territoire. Face à ce trio, les régimes arabes apparaissent tous soumis aux désirs de la puissance américaine dans la région et prêts à normaliser leurs relations avec l'État d'Israël.

Au cours de l'été 2006, à la suite d'un incident de frontière entre l'armée israélienne et le Hezbollah au sud du Liban, l'armée israélienne déclenche une guerre généralisée contre le Liban, visant plus particulièrement les régions d'implantation de ce parti au sud du pays et dans la banlieue sud de Beyrouth. Des unités de l'armée israélienne tentent en vain d'occuper à nouveau le sud du Liban. Le Hezbollah sort largement vainqueur de la confrontation et donc grandit une nouvelle fois aux yeux de l'opinion arabe, à la fureur de l'Arabie saoudite et des États-Unis, dont Madame Condoleezza Rice, alors ministre des affaires étrangères, avait déclaré que les souffrances de cette nouvelle guerre menée par Israël n'étaient que les « douleurs d'enfantement » du nouveau Moyen-Orient voulu par les États-Unis.

Devant les échecs répétés des actions américaines dans la région, l'administration des États-Unis de concert avec ses alliés arabes développera la thèse de l'existence d'un triangle « chiite », succédané de l'axe du mal cher à George W. Bush, comprenant l'Iran, la Syrie et le Hezbollah, qui saboterait les efforts américains de réorganisation du Moyen-Orient de concert avec ses proches alliés arabes. Désormais, tout conflit dans la région sera analysé par les médias occidentaux et ceux des très nombreux médias arabes sous influence américaine, comme un conflit entre « sunnites » dirigés par l'Arabie saoudite – et donc supposés « modérés » - et « chiites » (ou communautés

religieuses dérivées du chiisme) dirigés par l'Iran dont la population est majoritairement chiite – et donc supposée radicale et « terroriste ».

C'est dans ce contexte et à la faveur des révoltes des sociétés arabes au printemps de l'année 2011 qu'intervient la déstabilisation de la Syrie – tout comme celle déjà existante en Irak – par des maquis anti-régimes qui lèvent l'étendard du radicalisme islamique extrême se réclamant du sunnisme wahhabite, tels que Al Qaeda, Al Nosra et bien d'autres groupes alimentés par des combattants islamistes venus de différents pays arabes et musulmans, enfin le prétendu État islamique au Levant (ISIL-Daëch) qui s'empare de vastes zones de territoires en 2014 en Irak comme en Syrie. Ces organisations jouissent d'abord de la bienveillance passive ou active des pays occidentaux (dont en tête la France) et arabes (l'Arabie saoudite et le Qatar), mais aussi de la Turquie. La situation syrienne tourne à une guerre mondiale majeure, restreinte au territoire syrien, du fait aussi de l'intervention militaire russe à partir de l'été 2015. Le Hezbollah libanais et de nombreux experts militaires iraniens interviennent aussi pour soutenir le régime du président Bachar El Assad, lequel est démonisé avec la même fureur que Saddam Hussein en Irak quelque vingt ans auparavant. Libérer les Syriens de leur dictateur, quel qu'en soit le prix pour la population syrienne, devient un impératif moral et toute nuance dans l'analyse de la situation syrienne est interdite dans les grands médias et de la part des hommes politiques.

Ce sera le président américain, Barak Obama, qui calmera le jeu à partir de l'été 2013 (à propos de la crise des armes chimiques en Syrie), puis en réussissant à faire aboutir en 2015 les négociations nucléaires avec l'Iran, en dépit des vives protestations de l'Arabie saoudite et d'Israël unis dans une même haine de l'Iran, désormais toujours qualifiée de « chiite ». En contraste avec les passions soulevées par la mise en accusation de l'Iran de tenter de développer l'arme nucléaire, rappelons que le Pakistan avait acquis l'arme nucléaire dès 1998, sans que cela ne soulève de fortes protestations ou sanctions contre ce pays.

Par ailleurs, rappelons qu'en 2011, la Libye avait fait l'objet de bombardements « humanitaires » de la France et la Grande-Bretagne qui ont ainsi créé depuis cette année-là le chaos dans ce pays et abouti à l'assassinat du dictateur libyen, Mouammar Kadhafi. En 2015, la Ligue des États arabes sous influence majeure de l'Arabie saoudite et à l'abri de différentes résolutions du Conseil de sécurité sur le Yémen donnera son aval à des bombardements saoudiens intenses du malheureux Yémen, dont le parti dit Houthis est soupçonné d'être aidé et armé par l'Iran, entraînant ce malheureux pays dans un chaos sanglant et destructeur.

Certes, le flot ininterrompu de réfugiés syriens en provenance des côtes turques vers l'Europe depuis 2015 a refroidi les ardeurs guerrières de certains pays européens voulant absolument en découdre avec le président syrien et changer le régime politique de ce pays.

Peut-on mettre fin à ce chaos sanglant dans le monde arabe, comme aux opérations terroristes ravageuses en Europe ? C'est ce qu'il nous faut examiner maintenant.

Conclusion : les devoirs des uns et des autres des deux côtés de la Méditerranée

Au terme de ce rapide aperçu des différents facteurs ayant conduit au chaos actuel dans le monde arabe, il est important de définir ce que les citoyens, à la recherche de la paix et de la justice, pourraient entreprendre sur les deux rives de la Méditerranée.

A notre sens, la société civile arabe a montré toute sa vitalité et tout son potentiel en vue du changement lors de la formidable vague de révoltes populaires qui a secoué le monde arabe au début de l'année 2011. Ces révoltes ont inspiré des mouvements similaires dans plusieurs pays européens, notamment celui des « indignés » en Espagne ou encore les mouvements de protestation en Grèce et au Portugal. Aux États-Unis, ils ont vraisemblablement inspiré le mouvement « Occupy Wall Street ».

Ces situations de type révolutionnaire ont été avortées par les mêmes moyens qu'autrefois, c'est-à-dire un mélange d'interventions militaires externes violentes et un appui soutenu aux mouvances dites d'islam politique qui ont ainsi réussi à détourner à leur profit les fruits des grandioses manifestations populaires.

En revanche, je ne vois pas que du côté européen ou américain les citoyens aient demandé des comptes à leurs gouvernements sur l'accumulation d'interventions de toutes sortes, militaires et autres, dans les affaires du monde arabe, même après l'ère des indépendances et, en particulier, les interventions musclées depuis l'invasion – tout à fait injustifiée – de l'Irak en 2003.

Je ne vois pas non plus l'utilité de continuer d'analyser tout ce qui se passe au Moyen-Orient en termes de discussions religieuses stériles sur l'islam modéré ou radical. Ces discussions répétitives ne font que donner de la crédibilité à la thèse débiliteuse et à fond de racisme de Samuel Huntington sur le choc des civilisations. Le contenu de la thèse a servi à légitimer toutes les interventions militaires des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN, qu'il eut fallu au contraire dénoncer avec virulence, comme l'ont fait la France, l'Allemagne et la Belgique pour l'invasion de l'Irak par les États-Unis en 2003. Une position qui a totalement changé depuis, jusqu'à aller à un alignement complet sur les positions américaines ou même à faire de la surenchère sur elles, comme dans le cas de la France.

Quelques principes de base devraient guider notre action citoyenne :

a) Le fond des problèmes internes des sociétés arabes est constitué par les ravages d'une

économie de rente qui n'a engendré qu'une mauvaise croissance faite d'exclusion, de marginalité, de chômage de masse, de larges poches d'analphabétisme, de l'absence d'industrialisation et de maîtrise et d'appropriation des sciences et techniques, et au final de formidables inégalités sociales dénoncées justement dans tout le monde arabe par les millions de manifestants arabes au début de l'année 2011.

b) Les citoyens des pays démocratiques doivent non seulement demander des comptes à leurs gouvernements sur les catastrophes humanitaires, économiques et financières provoquées par leurs interventions dans le monde arabe, qui ont par ailleurs coûté fort cher aux contribuables européens et américains, mais aussi exiger de leurs gouvernements le devoir de non-ingérence dans les affaires intérieures du monde arabe.

c) Il conviendra surtout d'exiger des gouvernements membres de l'OTAN de ne pas pratiquer la politique des deux poids, deux mesures, en matière de droits de l'homme, dénonçant fureusement leur non-respect dans tel ou tel des régimes politiques arabes, mais gardant un silence total sur un non-respect de ces droits dans d'autres régimes politiques amis, notamment celui de l'Arabie saoudite.

d) Il faut de plus refuser l'application de sanctions économiques drastiques qui affectent les niveaux de santé et les niveaux de vie de peuples entiers, sans aucunement sanctionner les dirigeants déclarés fautifs et démonisés.

e) Enfin, il conviendrait d'exiger que les analyses des conflits actuels et des différents terrorismes ne soient plus centrées sur les questions religieuses, mais bien sur les causes profanes réelles des situations de chaos et de violences qui se développent tous les jours un peu plus dans le monde arabe. Ce ne sont pas les religions ou les valeurs ou les cultures qui provoquent les conflits, mais toujours l'ambition hégémonique de dirigeants d'étendre leur puissance hors de leurs frontières, de mettre la main sur des positions géographiques stratégiques et de pouvoir contrôler les flux d'échange de ressources naturelles considérées comme stratégiques.

Georges Corm

historien et économiste du Proche-Orient, professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Contribution de Georges Corm
à la rencontre internationale
du 1^{er} juin 2016 « Pour une
conférence mondiale pour la
paix et le progrès » que vous
pouvez retrouver en ligne :
INTERNATIONAL.PCF.FR/89206



CIDR

DÉCLARATION DES MOUVEMENTS SOCIAUX À LA 12^E ÉDITION DU FORUM DES PEUPLES DU MALI, SOMMET ALTERNATIF CITOYEN AU 27^E SOMMET AFRIQUE-FRANCE

Nous femmes, hommes, jeunes, étudiant-e-s, paysan-ne-s, commerçant-e-s, ouvrier-e-s, chercheurs, migrant-e-s, militant-e-s des mouvements sociaux, citoyen-ne-s d'Afrique, et d'Europe, mobilisés du 7 au 8 janvier 2017 à Ouélessébougou, cercle de Kati, région de Koulikoro, adoptons la présente déclaration à l'occasion de la 12^e édition du forum des peuples du Mali, un sommet alternatif citoyen au 27^e sommet Afrique-France qui a porté sur le thème central : « Les peuples du Sud exigent des alternatives pour un nouveau partenariat économique, social et sécuritaire entre la France et les États africains ».

Cet événement inédit en Afrique a réuni plus de 800 participantes et participants, venant de différentes régions du Mali, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée Conakry, du Togo, du

Sénégal, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de la RD Congo et de l'Europe représentant plus d'une centaine d'organisations et mouvements sociaux.

Face à la crise globale du système capitaliste et à la faillite du mode de gouvernance néolibéral dicté par les multinationales et les puissances de l'Occident, qui cherchent davantage à reconquérir notre continent, les résistances s'organisent un peu partout dans le monde pour construire des alternatives respectueuses des droits humains, de l'équité, de la justice sociale et environnementale.

La coopération France-Afrique datant de plus de 56 ans n'a apporté aucun remède adéquat aux multiples défis que connaît le continent africain. Le sommet alternatif citoyen Afrique-France constate au contraire que la coopération française n'a servi que les intérêts économiques, politiques et géostratégiques des seuls dirigeants fran-

çais, africains et leurs multinationales au mépris des peuples africains.

Les participantes et participants au sommet alternatif citoyen se sont indignés des politiques de répression, de stigmatisation et de racisme des États du Nord à l'encontre des populations immigrées, reflet d'un passé colonial et d'un présent néocolonial.

Considérant qu'en dépit des accords sur le droit de libre circulation des personnes dans les espaces régionaux comme la Cedeao, les participants voient ce droit être bafoué ;

Constatant que les accords commerciaux inévitables comme ceux des APE (accords de partenariat économique), que l'Union européenne est en train d'imposer aux pays de l'Afrique-Caraïbes-Pacifique constituent des instruments en faveur des grandes puissances capitalistes et des multinationales du Nord contre les peuples ;

Considérant que les peuples africains sont

victimes des effets du dérèglement climatique causé principalement par les industries du Nord, de l'accaparement des terres agricoles, de l'agrobusiness et la destruction de l'agriculture vivrière accentuent l'appauvrissement des paysans et la dépendance alimentaire de nos pays ;

Étant donné que le système de la dette imposée par les institutions de Bretton-Woods est un instrument de domination, de pillage et compromet le développement de l'Afrique et constitue une violation flagrante des droits humains ;

Considérant que le système de la microfinance et du microcrédit est un outil d'endettement et d'appauvrissement des victimes des programmes d'ajustement structurels entraînant la perte de la dignité humaine ;

Constatant que les interventions militaires étrangères sur le continent et les accaparements de ressources naturelles qui s'en suivent plongent l'Afrique dans une nouvelle phase de domination impérialiste. Les peuples africains sont pris dans le piège d'une spirale de conflits qui entraînent l'utilisation de la violence et esclavagisme sexuel des femmes et des enfants comme armes de guerre, la prolifération des armes et la présence massive et permanente des forces étrangères sur nos terres ;

Considérant les limites du franc CFA qui se trouve être une monnaie de domination ;

Eu égard à ce qui précède nous, mouvements sociaux, exigeons :

1. **L'arrêt immédiat de l'accaparement des terres, du pillage des ressources naturelles, de la destruction de l'environnement du continent africain.**
2. **L'expropriation des terres sans indemnisation des grands propriétaires fonciers.**
3. **La mise en place de politique publique sociale et environnementale basée sur la redistribution des richesses, la production vivrière pour garantir la souveraineté**

alimentaire, la justice sociale et environnementale.

4. **Le respect des droits humains fondamentaux, aussi bien à travers le droit à la libre circulation et d'établissement des personnes, qu'à travers le droit à avoir une vie digne.**

5. **L'annulation des accords de libre-échange.**

6. **La poursuite des débats sur la création de la banque du Sud et la création d'une monnaie unique africaine.**

7. **L'arrêt de la criminalisation et de la persécution des migrant-e-s et la libre circulation des personnes.**

8. **L'arrêt des accords de réadmission, de l'utilisation des laissez-passer européens et de l'externalisation des frontières européennes sur le continent.**

9. **La suppression des visas et la liberté de circulation des Africains dans tous les États du continent.**

10. **La sortie de tous les pays africains de la Cour pénale internationale (CPI) et la création d'une Cour pénale africaine.**

11. **La fin du financement de l'Union africaine par les fonds européens.**

12. **La mise en place d'audit citoyen de la dette extérieure et intérieure publique des États pour en déterminer les parts illégitimes, illégales, odieuses et insoutenables et de procéder à leur abolition pure et simple et le remboursement d'une dette écologique et la création d'un front mondial contre la dette.**

13. **L'arrêt et l'annulation des contrats de**

concession de nos États avec les multinationales.

14. **L'arrêt et annulation des contrats de désendettement et de développement (C2D) qui maintiennent les peuples africains sous le joug colonial.**

15. **L'arrêt de la vente des titres de dettes publiques sur les marchés financiers des pays les plus industrialisés aggravant la situation d'endettement des pays du Sud.**

16. **L'arrêt de l'émission d'euro-obligations que certains de nos États (le Cameroun, la RD Congo etc.) sont en train d'effectuer sur le marché financier international.**

17. **La renationalisation de toutes les sociétés d'État qui ont été privatisées sous la pression du FMI et de la Banque mondiale et contre les intérêts des Africains.**

Nous, mouvements sociaux du Sud comme du Nord, nous nous engageons à poursuivre ce combat en développant une solidarité concrète pour que toutes nos luttes légitimes constituent les piliers du monde de demain.

Vive le Forum des Peuples ! Vive le Forum social ouest africain ! Vive le Forum social africain ! Un autre monde plus juste est nécessaire.

Le Sommet alternatif citoyen Afrique-France

Fait à Ouélessébougou, le 8 janvier 2017

Déclaration des Mouvements Sociaux à la 12^e Edition du Forum des Peuples du Mali, Sommet Alternatif Citoyen au 27^e Sommet Afrique-France :

AMITIE-ENTRE-LES-PEUPLES.ORG/DECLARATION-DES-MOUVEMENTS-SOCIAUX-A-LA-12EME-EDITION-DU-FORUM-DES-PEUPLES-DU



Sous la direction de Kako Nubukpo, Martial Ze Belinga, Bruno Tinel, Demba Moussa Dembele, *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire - À qui profite le franc CFA ?*, éditions La Dispute

Le franc CFA créé en 1945 comme « franc des colonies françaises d'Afrique », est aujourd'hui arrimé à l'euro. Il est en cours dans quinze Etats africains. Si la monnaie est un attribut de souveraineté, les économies de ces payx demeurent sous la coupe d'une double tutelle : française et européenne. Les économistes qui ont collaboré à cet ouvrage, spécialistes des questions monétaires et de l'Afrique, montrent que les peuples concernés souffrent d'une monnaie trop forte, déconnectée des réalités locales. Ils expliquent les fonctions économique et politique de la monnaie, l'histoire du franc CFA et de ses mécanismes. On ne peut concevoir un avenir pour ces payx sans connaître et critiquer les effets de cette monnaie, sans ouvrir des débats en Afrique et en Europe, en France particulièrement, pour mettre fin à cette servitude, en argumentant contre les tenants du Statu quo, en ouvrant des alternatives crédibles à cette monnaie de domination.



Maître Bénéwendé Stanislas Sankara réélu président de l'Union pour la renaissance / Parti Sankariste au congrès de janvier 2017. (C)DR

CONGRÈS UNIR/PARTI SANKARISTE

Les 27, 28 et 29 janvier 2017 s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso), le deuxième congrès ordinaire de l'Union pour la renaissance / Parti Sankariste (UNIR/PS) sur le thème : « Le sankarisme à l'épreuve de sa participation à la gestion du pouvoir d'État ». Ce congrès s'est déroulé deux ans après l'insurrection populaire des 30 et 31 octobre 2014 qui a chassé du pouvoir le dictateur Blaise Compaoré.

Un an après les élections générales, les congressistes se sont penchés sur l'expérience de l'UNIR/PS dans sa participation à la coalition qui gouverne le pays depuis janvier 2016. Ils ont confirmé ce choix de prise de responsabilité historique face aux menaces et aux défis nombreux que le Burkina Faso doit relever sur les enjeux de justice, de démocratie, de sécurité, de réponse aux immenses besoins sociaux, démocratiques et environnementaux. Il a été fortement question de la nouvelle constitution en cours d'élaboration et qui sera soumise au vote des

Burkinabés par référendum. Une constitution, qui, par exemple, inscrit l'abolition de la peine de mort.

Les militants de l'UNIR/PS ont partagé un moment fort de réflexion, de critiques et d'analyse sur le rôle du parti, son apport, la nécessité de développer l'activité militante et organisationnelle. Le congrès a renouvelé la direction du parti, et Maître Bénéwendé Stanislas Sankara a été réélu président.

Représenté par deux membres du collectif Afrique, Félix Atchadé et Augustin Pesche, le PCF a pris une part active au congrès de l'UNIR/PS. Félix Atchadé a transmis aux congressistes un message d'encouragements et de solidarité de la direction du parti, de ses parlementaires, de ses élus et de ses militants.

L'ACCÈS À LA SANTÉ EN DÉBAT AU SÉNÉGAL

Une initiative originale a été organisée à Dakar à l'initiative du Parti de l'indépendance et du travail (PIT-Sénégal) et du collectif Afrique du PCF. Un atelier sur les enjeux de santé au Sénégal et les perspectives de la couverture maladie universelle (CMU) s'est tenu le 26 novembre 2016 avec le soutien des fondations Gabriel-Péri et Rosa-Luxemburg. Cette rencontre a été ouverte par Samba Sy, Secrétaire général du PIT, et Dominique Josse, pour le collectif Afrique. Elle a réuni des médecins et professionnels de santé, des représentants des forces de progrès, des militants des droits de l'homme, des syndicalistes ainsi que des autorités telles que le Directeur général de l'Agence de couverture maladie universelle du Sénégal et le Conseiller régional français de la coopération en santé pour le Sénégal, la Mauritanie et la Guinée.

Cet atelier s'est tenu dans un contexte particulier. En effet, les questions de protections sociales et notamment celles relatives à la protection contre le risque maladie sont revenues depuis quelques années dans les agendas internationaux. Ainsi, la résolution 58.33 de l'Assemblée mondiale de la santé de 2005 déclare que tout individu doit pouvoir accéder aux services de santé sans être confronté à des difficultés financières. Une intention louable mais qui est loin d'être mise en œuvre, tant les inégalités se développent, dans un contexte de faiblesse persistante de systèmes de santé construits dans une logique libérale.

Le 6 décembre 2012, la 67^e session de

l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution appelant chaque État-membre à éviter de recourir au paiement direct des soins par les usagers et à financer son système de santé par le biais de mécanismes plus équitables et solidaires.

Au Sénégal, le gouvernement s'est inscrit dans cette perspective et a lancé en septembre 2013, le programme national de couverture maladie universelle avec pour objectif intermédiaire une couverture de 75 % de la population à l'horizon 2017.

Le 7 janvier 2015, l'Agence de couverture maladie universelle (CMU) a été instaurée par le décret n°2015-21. Elle a pour mission d'assurer la mise en œuvre de la stratégie nationale de développement de la couverture maladie universelle. Selon le directeur, la CMU assure la tutelle des régimes de couverture, à l'exclusion de ceux relevant de l'assurance maladie obligatoire des travailleurs salariés. La CMU a en charge l'encadrement technique des organismes de prévoyance qui la constituent.

La stratégie de développement de la couverture maladie universelle telle qu'envisagée par le plan d'action 2013-2017 est basée sur le développement et l'extension du mouvement mutualiste. L'objectif général de ce plan est d'étendre la couverture maladie de base à 100 % des populations du secteur informel et du monde rural à travers les mutuelles de santé dans les années à venir.

Cet atelier a permis de dresser de premiers constats et d'étudier en quoi les objectifs affichés sont ambitieux, ce qui pose la question

de leur réalisation. Il a permis un échange vif mais fructueux entre le Directeur général de l'Agence de la CMU et les représentants du monde du travail et de la société civile.

Les participants de l'atelier ont enrichi le débat sur la question de la couverture maladie universelle au Sénégal en insistant sur la nécessité de la considérer comme un « bien commun », c'est-à-dire un patrimoine que partage le corps social.

La question du rôle et de la place de l'État social au Sénégal a été mise en avant, avec la couverture maladie universelle comme élément constitutif. Elle doit être davantage basée sur le principe de citoyenneté, d'égalité de droits et de solidarité organique, financée par des cotisations ou de la fiscalité. L'objectif de la construction d'un système de santé au Sénégal est la mise en place d'un système solidaire, adapté aux réalités africaines, répondant à une visée de progrès selon la célèbre formule : « de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins ».

Il est revenu à Lydia Samarbakhsh, membre du comité exécutif national du PCF, chargée des relations internationales, ainsi qu'à Samba Sy, Secrétaire général du PIT/Sénégal de tirer les leçons de la journée et de faire la synthèse des interventions. Les actes de cet atelier, premier du genre organisé par des forces politiques dans le pays, seront prochainement publiés.

Collectif Afrique du PCF



5€

Pour le commander :
GABRIELPERI.FR

ÉTAT DES LIEUX ET PROPOSITIONS

sous la coordination du Dr Félix Atchadé

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage sur les enjeux de santé en Afrique de l'Ouest sont le fruit d'un séminaire organisé par le collectif Afrique du PCF et le Centre de recherche sur le développement humain (CREDHU), association francoafricaine animée par le Docteur Félix Atchadé. Cette première initiative, en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri, a eu pour objectif de réunir des intervenants de la santé, différents acteurs progressistes du champ politique, syndical et associatif pour un échange de points de vue et d'expériences. L'idée était de faire un état des lieux afin de dégager des axes de travail, quelques propositions, par exemple sur la question centrale de systèmes de sécurité sociale qui manquent si cruellement. Nous faisons le constat que notre démarche est peu commune, preuve qu'il y a besoin d'avoir un débat citoyen sur ces enjeux en Afrique de l'Ouest. C'est un sujet peu traité, alors que ces questions sont centrales. L'accès à la santé, c'est-à-dire à des dispositifs solidaires et pérennes, préservés des seules logiques de marché, reste un besoin, une urgence. Il y a des réponses de gauche qu'il nous faut réfléchir et construire. Ce travail entend y contribuer.

LIBRE-ÉCHANGE... DITES-VOUS ?

[Le billet de Pierre Marcie, membre de la commission des relations internationales du PCF]

L'élection de Donald Trump et le discours du président chinois au récent Forum économique mondial de Davos ont lancé d'intenses débats sur la mise en œuvre des échanges internationaux et les finalités auxquels cette mise en œuvre répond dans la genèse des inégalités propres aux différents modèles de développement social. Sous ce terme le libre-échange des marchandises et des capitaux s'expriment des réalités fort différentes.

Pour reprendre ce symbole des échanges internationaux en des temps où le parcours des seules marchandises légères à haute valeur ajoutée se faisait en de longues caravanes qui avaient à s'acquitter de droits divers et variables le long de voies incertaines, Xi Jinping a prononcé un appel convaincu à préserver, maintenir et amplifier le libre-

échange pour contribuer à une mondialisation, sinon heureuse immédiatement et dans toutes ses dimensions, assurément porteuse d'un développement plus harmonieux de l'ensemble des peuples de notre planète, dans ce projet, déjà lancé, de constitution des Routes de la Soie, terrestres et maritimes.

Les commentaires qui ont accompagné l'exposé de Xi Jinping ont révélé l'ampleur des divergences, plutôt les oppositions et des probables affrontements à venir, tels qu'annoncés par le nouveau président américain. Deux lignes, ou deux approches s'expriment ainsi ; dans un monde où les effets des interactions de plus en plus généralisées se répandent presque instantanément : celle traditionnelle, au cours des siècles derniers, du capitalisme qui vise essentiellement le profit maximum le plus immédiat ; celle soutenue

et mise en œuvre aujourd'hui par la Chine visant à un développement coordonné des diverses parties du monde en en construisant les infrastructures matérielles et juridiques dans une perspective de coopération sur le long terme.

De 1839 à 1842, le Royaume-Uni lançait la 1^{re} Guerre de l'Opium pour faire accepter à la Chine l'importation de l'opium et la soie indienne, et constituait la banque HSBC pour en gérer le volet financier... avant de s'associer avec la France, les États-Unis et la Russie dans une 2^e Guerre de l'Opium (1856-60) et renforcer l'ouverture de la Chine au libre-échange, en équilibrant la balance commerciale au bénéfice des puissances intervenantes.

On est loin de ce temps quand il « fallait aider » les Chinois à « ouvrir leur esprit à un libre-échange porteur d'avenir ».

Les grands axes de la nouvelle Route de la soie

— Routes terrestres — Routes maritimes





LE RÊVE CHINOIS : CONSTRUIRE UN PAYS SOCIALISTE RICHE, PROSPÈRE ET DÉMOCRATIQUE

Des 15 au 25 novembre 2016 une délégation* de jeunes cadres du PCF a eu l'occasion de s'immerger dans « l'empire du milieu » à l'invitation du Parti communiste chinois. Chacun au travers des différentes rencontres de hauts cadres du PCC ou élus territoriaux a pu découvrir :

- Les différentes réalités, les écarts importants de développement d'une région à l'autre : la ville de Kunming et la province rurale de Yunnan où s'identifie plus l'idéal d'égalité porté par le communisme, alors que Shanghai ou Pékin sont plus marquées par les stratégies de développement économique, relayant l'humain à un autre niveau.
- Un système politique où il nous faut mesurer et relativiser le sens et le contenu de la démocratie à l'aune de notre culture oc-

cidentale, de celle de la culture chinoise, asiatique en général. Un fonctionnement politique plus vertical, plus hiérarchisé, selon la fonction ou l'âge, l'autorité morale est plus ou moins grande et n'a pas la même valeur. Ce qui est contradictoire pour nous ne l'est pas forcément pour eux.

- Un système politique présidentiel fort où les chambres « parlementaires » - comité central et assemblée du peuple - sont sous l'autorité de la direction du PCC. L'assemblée du peuple étant une représentation territoriale des provinces, du pouvoir politique local, de la société civile, des ethnies élue au suffrage universel. Un élément essentiel de la cohésion sociale est le respect de l'identité culturelle et religieuse des 41 ethnies existantes et de leur représentation dans les institutions.

- Un PCC à forts débats internes sur les

questions économiques et sociales, sur les questions internationales, traversé par des courants des plus orthodoxes aux plus libéraux, où ce sont les congrès qui tranchent les orientations, qui déterminent les rapports de force internes, qui élisent les dirigeants du parti et du pays. Les 84 millions d'adhérents au PCC et les 87 millions d'adhérents aux jeunesses communistes étant « représentatifs » de la population au sein des instances du parti et donc du pays.

Malgré la crise financière mondiale de 2008 qui ne lui a pas été favorable, ces 30 dernières années ont vu se modifier les structures de la Chine ainsi que les demandes de la société, certains ayant bénéficié des fruits du développement.

Au plan international, la Chine a su faire grandir son influence pour y jouer un rôle

prépondérant : membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, 2^e puissance économique mondiale, banquier des Etats-Unis, puissance nucléaire, militaire, industrielle, commerciale, territoriale et démographique dont la zone d'influence dépasse les frontières de l'Extrême-Orient est favorable à un ordre mondial multipolaire où elle serait un pôle incontournable.

Son ambition est d'accélérer le développement économique et social, en renforçant ses accords de libre-échange en partant d'un principe : le besoin que ses partenaires se développent pour trouver des débouchés économiques et commerciaux plus importants dans un rapport gagnant-gagnant.

C'est en ce sens que le dernier congrès du PCC a adopté le « XIII^e plan quinquennal de développement de la Chine » qui anticipe une baisse de la croissance d'ici 2020 à 5 % et s'articule autour de cinq axes essentiels :

Développement de l'innovation : l'objectif étant de dépasser un développement basé sur le seul investissement productif par l'arrivée de capitaux étrangers, notamment des usines d'assemblages de nouvelles technologies venues d'ailleurs. La volonté affichée est donc de diminuer les importations et de développer une politique de formation, d'éducation en investissant massivement dans la recherche scientifique et technique dans une volonté d'indépendance intellectuelle sur des domaines de pointe, produire des marchandises à haute valeur ajoutée (aéronautique, automobile, énergie, haute technologie...) pour exporter.

Développement ouvert : le marché intérieur ne suffisant pas à écouler la production, la Chine cherche à obtenir des accords commerciaux renforcés et s'engouffre dans le libre-échange, qu'elle souhaite d'accords de coopérations « gagnants-gagnants ».

C'est ce qu'elle a engagé avec la « nouvelle route de la soie », qui se veut un couloir commercial, fait d'infrastructures routières, maritimes, terrestres, aériennes vers tous les continents. L'objectif étant d'investir fortement dans ces infrastructures en Chine (déjà engagé aujourd'hui) et dans les pays partenaires à la hauteur de cette ambition et de disposer d'infrastructures qui le permette



(le rachat du port du Pirée est un exemple, il ouvre la voie au renforcement de son commerce avec l'UE). La Chine est prête à participer dans le cadre de coopérations mutuellement avantageuses.

Développement coordonné : lucide sur les inégalités entre les différentes régions de la Chine, entre les grandes mégapoles et les provinces plus rurales, le plan se veut engager dans un plan coordonné qui encourage, favorise et aide les régions à investir dans le développement en redéployant le tissu industriel.

Développement de partage : en anticipation au risque de baisse de croissance, au-delà des exportations le plan quinquennal se veut prévoir les possibilités d'écouler dans le marché intérieur, d'où le besoin d'augmenter le pouvoir d'achat (1,4 milliards d'habitants) pour maintenir un taux de croissance importants. Par le développement économique et la croissance, des axes forts sont affichés comme construire une véritable protection sociale, éradiquer la pauvreté avec un objectif de sortir de la pauvreté 80 millions de Chinois d'ici 2020. En fait, créer de la richesse par la consommation interne pour la redistribuer afin de construire une forte cohésion sociale et culturelle en élargissant la classe moyenne.

Développement environnemental : après la COP21, le plan veut décliner des réponses aux énormes problèmes environnementaux, notamment dans les grandes villes où se concentrent les principales industries lourdes. Prenant en compte le risque

de frapper lourdement ses intérêts économiques par des fermetures massives d'entreprises polluantes et les dégâts sociaux engrangés, la Chine s'engage aujourd'hui dans la planification d'une transition écologique qu'elle veut rapide.

D'autres actions sont engagées comme la lutte contre la corruption, la spéculation immobilière qui sont des armes du capitalisme financier qui investit en Chine. En même temps la Chine poursuit un développement en marche accélérée par le biais de forts investissements publics financés par le pouvoir central et le système bancaire public chinois et par une régulation de l'économie de marché.

Certes de nombreuses questions et interrogations subsistent au vu des contradictions générées par le monde globalisé libéral. Mais il reste cette vision d'espoir, d'autres possibles à mettre en œuvre pour tenter la transformation sociale. Le rêve chinois est en route dans des chemins tumultueux comme celui qu'est d'ailleurs sa propre muraille.

* La délégation conduite par Laurent Péréa, responsable adjoint des relations internationales du PCF était composée de : Jérémy Giono (Isère), Jérémy Bacchy (Bouches-du-Rhône), Cédric Latuada (Marne), Loris Fontana (Haute-Savoie), Pedro Maia (Loire-Atlantique), Nathalie Marchand (Somme), Christophe Pouysegur (Haut-Rhin), Gwenn Herbin (Seine-Saint-Denis)





VILLE DU MEXIQUE / GUADALAJARA, 12 FÉVRIER 2017

DONALD TRUMP ET LA POLITIQUE DE LA FORCE EN AMÉRIQUE LATINE

À écouter Donald Trump parler du Mexique, on se croirait revenu au temps de la guerre de 1846 qui a permis aux États-Unis de s'approprier la moitié du territoire mexicain. Selon lui, le Mexique est une terre de voleurs et de bandits, qui doit se soumettre. Le Mexique est coupable d'une bonne partie des maux qui frappent les États-Unis, notamment le chômage et l'insécurité.

Lors de sa campagne électorale, Donald Trump a brandi l'argument d'un Mexique qui aurait « trop profité » des États-Unis grâce au « désastre » qu'est l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna) proposé par Ronald Reagan, négocié par George Bush père, signé par Bill Clinton puis entré en vigueur en 1994. Paradoxalement, cet accord a été une pièce maîtresse de la stratégie de Washington alors que le néolibéralisme triomphant des années 1990 était érigé en modèle pour toute relation avec l'Amérique latine. L'Aléna

peut aussi être considéré comme le prédécesseur des traités transpacifique (TPP) et transatlantique (Tafta). Si cet accord a eu des effets négatifs sur l'emploi aux États-Unis, au Mexique la mise en concurrence avec l'industrie et l'agriculture du voisin du nord a eu des conséquences qui n'ont rien à voir avec la « modernisation » promise. À ce jour, la moitié de sa population vit dans la pauvreté et des pans entiers de l'économie ont été dévastés, à quoi il faut ajouter une explosion de l'exode rural, l'émigration économique massive vers les États-Unis et l'aggravation des phénomènes liés au développement du crime organisé.

Dans cette offensive contre le Mexique, un degré supplémentaire a été franchi fin janvier 2017 : des informations dévoilées à la presse font état de menaces et d'insultes que Donald Trump aurait proférées lors d'un échange téléphonique avec le président mexicain, Enrique Peña Nieto. Selon ces informations, les menaces concernent un possible envoi de

troupes états-uniennes sur le territoire mexicain pour arrêter des trafiquants de drogue que l'armée mexicaine n'arrive pas à appréhender. Le gouvernement de Mexico nie qu'un tel échange ait eu lieu. Andrés Manuel Lopez Obrador, le candidat à la présidence du mouvement progressiste Morena, a exigé que l'enregistrement de cette conversation soit rendu public.

Les travailleurs immigrés mexicains et latino-américains, ainsi que leurs familles, que Donald Trump considère comme des profiteurs sont menacés d'expulsion. Il y a aux États-Unis 11 millions de sans-papiers sur une population immigrée de 55 millions de personnes. Les mesures que Donald Trump prendra viendront renforcer les mesures déjà appliquées depuis quelques années dans plus de la moitié des États de l'Union, interdisant aux sans-papiers l'accès aux services sociaux, à la santé, à l'éducation.

Donald Trump a signé le décret décidant

de la construction d'un mur à la frontière, mur qui, proclame-t-il, devra être payé par le Mexique. Enrique Peña Nieto a rejeté une telle possibilité. Quelques jours avant une rencontre programmée entre les deux présidents, Donald Trump a fait savoir à son homologue, par un simple tweet qu'il était inutile qu'il se déplace s'il n'acceptait pas de payer.

L'ALENA, PREMIER GRAND TRAITÉ DE LIBRE-COMMERCE DE LA MONDIALISATION NÉOLIBÉRALE

En provoquant l'échec du TPP, les États-Unis privent l'Alliance du Pacifique, créée par la Colombie, le Mexique et d'autres pays alliés de Washington pour contrer les projets d'intégration régionale progressiste, de l'un de ses principaux éléments : assurer la connexion avec les marchés asiatiques et faire un pas de plus dans la libéralisation du commerce dans cette partie du monde. Le président de la Colombie, Juan Manuel Santos, a appelé les pays membres de cette alliance à répondre aux « actions déstabilisatrices » de Donald Trump contre l'Alliance du Pacifique et contre le Mexique.

Washington va privilégier les accords bilatéraux, en position de force, passés au cas par cas et selon ses propres intérêts. Donald Trump veut remodeler l'Alena et pourrait exiger une plus grande ouverture et libéralisation dans des secteurs tels que les messageries, le commerce électronique, le secteur financier et – pourquoi pas ? – l'éducation et la santé. Les représentants de la Banque américaine au Mexique ont déjà fait savoir qu'ils attendaient cette ouverture.

La mise en cause d'Alena fait partie d'un ensemble de choix politiques et économiques de Donald Trump. La taxe de 20 % imposée aux exportations des produits fabriqués dans les usines délocalisées au Mexique s'accompagnera d'une baisse de la fiscalité des entreprises, qui passerait de 35 % à 12 %. Donald Trump a aussi promis le démontage de 75 % des réglementations fédérales, par exemple environnementales, touchant les entreprises. Il s'agit de mesures qui visent à attirer les grandes compagnies et qui risquent de provoquer un séisme dans l'économie mexicaine.

Les obstacles créés à l'immigration risquent aussi de porter un coup à l'économie du Mexique : les envois d'argent des émigrés, soit 27 milliards de dollars, sont la première source de devises du pays, plus que le pé-

trole. Cette politique xénophobe concerne aussi le reste des pays latino-américains, notamment le Guatemala et le Salvador pour qui ces envois d'argent représentent respectivement 15 % et 16 % de leur PIB.

L'ADMINISTRATION TRUMP ET SES PROJETS POUR L'AMÉRIQUE LATINE

L'équipe Trump de transition qui s'occupe des relations avec l'Amérique latine est une indication des orientations à venir : des opposants à la relance des relations diplomatiques avec Cuba, tels que John Barsa, collaborateur de l'ancien représentant républicain à la Chambre Lincoln Diaz-Balart, Otto Reich, l'un des rédacteurs de la loi Helms-Burton, et Yleem Poblete, conseillère de Ileana Ros-Lehtinen, représentante à la Chambre connue pour son activité contre la révolution cubaine, en font partie.

Rex Tillerson, le nouveau secrétaire d'État et ancien P-DG de la compagnie pétrolière ExxonMobil, a des comptes à régler avec le gouvernement vénézuélien qui a exproprié la compagnie en 2007. ExxonMobil a attisé le différend territorial qui oppose Caracas au Guyana en annonçant la découverte de nouvelles réserves pétrolifères et son intention de les exploiter.

Concernant Cuba, Rex Tillerson a annoncé la « révision intégrale » des politiques et des ordres exécutifs décidés par Barack Obama, et que les relations seraient conditionnées aux changements politiques dictés par Washington. Il a fait savoir qu'il évaluera l'accord de paix signé entre le gouvernement de Juan Manuel Santos et les Forces armées révolutionnaires de Colombie avant de décider du degré de soutien à ce processus. La Colombie et le Brésil pourraient jouer un rôle avec l'Organisation des États américains (OEA), dans les efforts pour pousser ce qu'il appelle « une transition négociée » au Venezuela.

LES POSITIONS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS

Lors de son 5^e sommet, les 25 et 26 janvier derniers, la Communauté des États latino-américains et des Caraïbes (Celac) a adopté une déclaration qui réaffirme son adhésion aux principes et valeurs de la charte des Nations unies et du droit international : le respect de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires internes des États, le dialogue, la solution pacifique des différends, l'interdiction du recours à la force. La

Celac propose « le renforcement du multilatéralisme », rejette la criminalisation de l'immigration ainsi que toutes les formes de racisme et de xénophobie et considère le combat contre le changement climatique comme une « priorité urgente ». La déclaration prône l'action commune des États afin d'organiser les flux migratoires dans le respect des droits humains. Le défi à relever est celui de l'inclusion sociale, l'intégration dans l'égalité et la non-discrimination.

La Celac s'oppose aux mesures coercitives exercées contre le Venezuela, soutient la relance des relations entre Cuba et les États Unis et demande la fin du blocus ainsi que le retour de Guantánamo sous la souveraineté de Cuba.

À cette occasion, Raul Castro a souligné la nécessité de l'unité et de l'intégration politique, économique, sociale et culturelle de la région pour mieux affronter la situation présente et d'un engagement ferme en faveur de la déclaration de 2014 qui fait de la région une zone de paix où la non-intervention dans les affaires des autres États est fondamentale.

L'absence d'Enrique Peña Nieto, le président du Mexique, a montré le peu d'importance que son gouvernement donne à la perspective d'une telle unité face aux défis qui se profilent dans la région et dans le monde avec l'élection de Donald Trump. Evo Morales, en insistant sur la nécessité de renforcer l'intégration régionale pour faire face à la conjoncture actuelle, a appelé le gouvernement mexicain à rejoindre le groupe des 77 qu'il a quitté en 1994 pour rejoindre l'OCDE en même temps qu'il intégrait l'Alena.

Pour Alvaro Garcia Linera, vice-président de la Bolivie, l'élection de Donald Trump, ainsi que le vote en faveur du Brexit sont l'expression de l'échec de « l'illusion libérale » qui est la mondialisation façonnée par la révolution conservatrice de Ronald Reagan et Margaret Thatcher. Cette mondialisation, à laquelle on a voulu donner une « fonction idéologique et politique », visait à faire du néolibéralisme la « destinée naturelle et finale de l'humanité ». C'est le président élu des États-Unis, la puissance qui en est à l'origine, qui prend acte de l'échec de ce projet politique et semble vouloir chercher d'autres formes de domination.

Obey Ament

membre de la commission des relations internationales du PCF – Amérique latine

SÉMINAIRE ENTRE LES PARTIS COMMUNISTES DE CUBA ET DE FRANCE

Point de vue de Gérard Germain, représentant de la Coordination française de solidarité avec Cuba, sur le séminaire organisé entre les partis communistes de Cuba et de France organisé les 9 et 10 décembre 2016.

Pour la première fois, un séminaire rassemblant des « experts » et des dirigeants des Partis communistes cubain et français s'est déroulé à Paris pour partager des expériences, comparer et comprendre les situations économiques et politiques des deux pays. Comme dans tout séminaire de ce genre, chacun vient avec des motivations différentes, mais surtout avec le désir d'apprendre de l'autre. En tant que représentant de la Coordination française de solidarité avec Cuba – membre du PCF –, je suis venu améliorer mes connaissances sur Cuba, et je n'ai pas été déçu. Des interventions très intéressantes des camarades français et cubains, des précisions apportées après la présentation sur la révolution numérique : « Comment le parti communiste cubain peut-il se préserver de cette révolution numérique ? »

Un long débat s'est engagé... mais je ne donnerai pas les éléments de réponse pour garder le suspense jusqu'à la publication du compte-rendu. Sur les deux jours de séminaire, je reprendrai seulement des idées développées par les camarades cubains :

« Il est important de préciser que la crise mondiale du capitalisme, de l'impérialisme est systémique. Les crises ne sont pas les causes, mais les conséquences du capitalisme mondial. Pour Fidel, l'homme risque de disparaître en raison des modifications biologiques. Keynes craignait que l'économie spéculative prenne le dessus sur l'économie réelle. Aujourd'hui c'est une réalité, pour chaque dollar dans l'économie réelle, il y a 50 dollars dans l'économie fictive.

Le monde est en crise, mais les classes qui soutiennent le pouvoir ne cessent de voir leurs profits augmenter. Les énormes mesures de sauvetage qui ont été prises ont seulement permis d'augmenter les revenus des dirigeants. Les grands États ont une responsabilité dans la sortie de la crise, car ce sont eux qui l'ont créée. Les changements aux États-Unis, en Amérique latine et en Europe laissent peu d'espoir pour un changement. La crise est mondiale, elle touche

Cuba (chute des prix de certains produits et augmentation pour d'autres), elle vient aggraver les effets du blocus des États-Unis. Cuba n'a pas comme les autres pays accès aux crédits (sauf à des taux prohibitifs), ni aux financements internationaux. Mais ce n'est pas la conséquence de la crise, c'est la faute des États-Unis. Si le blocus était supprimé, même dans le contexte actuel, la situation des Cubains serait améliorée. Le blocus nous coûte 4,5 milliards de dollars par an, 1/5 de notre PIB. Nous avons développé un secteur important de services (médicaux, éducation, tourisme...) qui représente 70 % de notre PIB.

130 pays commercent avec Cuba dans le monde avec des échanges qui vont de 20 millions à 9 milliards par an : le Venezuela, avec des échanges de 9 milliards de dollars, puis la Chine (2 milliards), le Canada et l'Espagne (1,2 milliard), puis l'Allemagne, la Hollande et la France. La loi 118 sur les investissements étrangers permet aujourd'hui de décompter 395 projets pour un montant de 9,5 milliards de dollars.

Concernant les États-Unis, on ne sait pas ce qui va se passer, mais si l'on pouvait exporter nos produits vers les États-Unis nous engrangerions plus d'un milliard de dollars. Si les États-Unis permettaient aux États-Uniens de voyager librement à Cuba en tant que touriste, cela ferait une rentrée de 1 à 2 milliards de dollars par an. Si toutes nos transactions pouvaient se faire en dollars, nous économiserions 400 à 500 millions de dollars par an.

Quelle est la conception du socialisme pour le futur ? Quels sont les fondements de l'actualisation du modèle économique cubain ? Lors des VI^e et VII^e Congrès du PCC, nous avons défini la maîtrise de la planification du marché, tout en acceptant des formes non socialistes. Un marché, mais régulé par l'État avec comme principe : personne ne sera abandonné. Aujourd'hui, à côté du secteur d'État il y a 383 coopératives qui n'existaient pas il y a 4 ans et 500 000 travailleurs à leurs comptes. Le secteur d'État représente 70 % des travailleurs, 75 % du PIB et 85 % des impôts. L'expérience de l'URSS a été avortée.

Cuba essaie de regarder comment mettre en place une société socialiste durable. Avant nous avions une gestion très centralisée. Maintenant, ce qui est important, malgré les efforts du capital international, c'est de mettre en place la justice sociale. Pour ce faire, nous avons besoin d'une économie rentable. Aujourd'hui, une question se pose sur le salaire : est-il normal que celui qui « ne fait rien » ait le même salaire que celui qui travaille beaucoup ? Le problème est posé à la société civile, aux syndicats, au parti, à la jeunesse... mais il n'y a pas une seule réponse. Jusqu'où va aller la propriété privée ? La réponse est : comment rendre l'économie plus efficace sans mettre en danger le socialisme. Certains disent que la propriété privée peut nous engager dans le capitalisme. Nous avons défini onze secteurs protégés (infrastructures, énergie, eau...) pour favoriser le socialisme et le développement économique. »

La deuxième édition du séminaire se tiendra à l'invitation du Parti communiste de Cuba à La Havane en décembre 2017.

Gérard Germain
Cuba Linda

UNION EUROPÉENNE : UNE ANNÉE ÉLECTORALE CRUCIALE

Le processus de construction européenne traverse une crise existentielle qui met en question les fondements politiques sur lesquels reposait cette construction. L'aggravation des politiques néolibérales qui ont disloqué les cohésions économiques, sociales et territoriales, la régression démocratique considérable par la mise sous tutelle des souverainetés populaires, une militarisation croissante dangereuse pour la paix ont conduit à une défiance populaire croissante vis-à-vis de l'Union européenne (UE). Les risques sont grands d'une implosion provoquée à la fois par une fuite en avant dans un ordo libéralisme ravageur imposé aux peuples européens par la gouvernance actuelle de l'UE sous leadership allemand ; ou dans celle que portent les forces de la droite ultraconservatrice et une extrême droite ultranationaliste, raciste et xénophobe, en progression constante, menant à des replis identitaires encore plus dévastateurs pour les droits sociaux et démocratiques.

Dans ce contexte, les élections cruciales, qui vont se tenir tout au long de cette année, doivent s'inscrire d'abord dans l'urgence d'une rupture réelle avec le cadre néolibéral actuel, et en finir notamment avec le pacte de stabilité budgétaire européen, véritable camisole de force « austéritaire » pour les peuples.

En France, cette question est au centre de la bataille électorale avec, notamment à gauche, l'exigence d'abroger la loi El Khomri et les perspectives concernant un « nouveau pacte budgétaire européen » permettant de mobiliser les financements publics pour le développement social et l'environnement.

En Italie, le processus électoral en cours est également marqué par les premiers reculs imposés au gouvernement Renzi, lors du référendum sur la réforme constitutionnelle et les deux référendums d'initiative populaire visant à mettre en cause les lois de précarisation du travail qui se tiendront dans les prochains mois.

Aux Pays-Bas, les élections du 15 mars traduiront à la fois l'échec de la coalition entre les libéraux et les travaillistes au pouvoir, que traduit le recul notoire de ce que l'on nomme encore l'État providence, et le risque que, faute d'alternative suffisante à gauche, la politique de ce pays puisse être conditionnée

par un rejet de l'UE porté par une extrême droite ultranationaliste, islamophobe et xénophobe.

En Grèce, la perspective d'une austérité renforcée, exigée par la gouvernance actuelle de l'UE, rend d'autant plus urgente la mobilisation des forces de progrès en Europe pour imposer une inversion de cette politique en remettant en cause les mémorandums d'austérité et les mécanismes de mise sous tutelle imposés à travers l'Eurogroupe.

Dans des situations politiques différentes, les luttes de la gauche progressiste, au Portugal, en Espagne, en Belgique, à Chypre, comme dans les pays nordiques témoignent que cette nécessaire inflexion des politiques de régression sociale en Europe est possible.

Toute avancée significative en ce sens contribuera à « desserrer l'étau » de cet ordre néolibéral que la droite allemande veut encore renforcer si elle l'emporte à nouveau lors des élections de septembre prochain.

Au Royaume-Uni, le résultat du référendum qui a donné la victoire aux partisans de la sortie de l'UE a montré à quel point la possibilité pour les progressistes de défendre un maintien dans l'UE devait être liée à une mise en cause des politiques européennes actuelles. La mise en œuvre par le gouvernement britannique des modalités très dures pour ce « Brexit » aura des conséquences très douloureuses pour les peuples du Royaume-Uni : dérégulation accentuée de l'emploi, baisse des salaires, pression redoublée pour la privatisation des services publics, etc. Alors que les Écossais et les Irlandais du Nord se sont prononcés pour le maintien dans l'UE, leurs parlements risquent de ne pas être consultés sur les modalités de la sortie, et la première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, laisse entrevoir la possibilité d'un nouveau référendum d'indépendance du peuple écossais « si les aspirations de celui-ci n'étaient pas entendues ».

En Irlande du Nord, des élections anticipées auront lieu le 2 mars. La démission de Martin Mc Guinness, vice-premier ministre, membre du Sinn Féin (SF), suite au scandale financier qui touche le parti unioniste DUP, partenaire du SF dans l'exécutif nord-irlandais, en est l'élément déclencheur. Mais la perspective pour les Irlandais du Nord d'être entraînés dans le « Brexit » contre leur volonté, avec ses conséquences sur les relations avec l'Irlande, notamment la fermeture de la frontière, peut mettre en danger l'ensemble

du processus de réconciliation entre les deux communautés, catholique et protestante, consacré il y a près de vingt ans dans les accords dits du Vendredi saint. Pour le Sinn Féin, « les gouvernements britanniques successifs ont sapé le processus de changement en refusant d'honorer les accords, en refusant de résoudre les problèmes du passé, imposant par ailleurs l'austérité et le Brexit contre les souhaits de la population » (lettre de démission de Martin McGuinness du 10 janvier 2017 in Bulletin international du SF). Ainsi, cette crise politique rouvre le débat sur l'avenir de ce processus de pacification, dans la perspective, souhaitée par le SF, d'une réunification à terme avec l'Irlande et dans le cadre d'une UE refondée (cf. encadré : le référendum sur l'unité de l'Irlande et le Brexit).

Enfin, les élections qui se dérouleront dans les pays de l'Est européen (Bulgarie et République tchèque) mesureront également l'ampleur des blocages et reculs démocratiques de la construction européenne dans son élargissement à l'est, avec les résistances populaires naissantes qui cherchent à se structurer dans une alternative progressiste face à la montée en puissance de droites autoritaires et ultranationalistes. Se libérer des contraintes des politiques néolibérales drastiques imposées aux pays d'Europe centrale et orientale depuis leur adhésion à l'UE, affirmer une politique de voisinage avec la Russie et les pays proches, non conditionnée par une politique de sécurité et de défense commune toujours plus alignée sur l'OTAN pourraient ainsi ouvrir la voie à la construction d'un nouveau cadre de coopération et de sécurité collective en Europe, se dégageant de ces contraintes néolibérales et de l'OTAN.

Ainsi la résistance des peuples européens peut et doit se traduire dans des luttes convergentes pour une rupture radicale avec les politiques qui ont marqué le processus de construction actuel de l'UE, dans une perspective alternative de progrès social et de paix : celle de la fondation d'un autre projet européen, d'une autre Europe des peuples et des nations souverains et solidaires associés.

José Cordon

Commission relations internationales-Europe

SINN FÉIN NEWSLETTER SPÉCIALE DE JUILLET 2016 : « BREXIT ET UNITÉ DE L'IRLANDE »



Le référendum sur le Brexit et l'unité de l'Irlande (extrait)

TRANSFORMER L'UNION EUROPÉENNE

Les agissements incompréhensibles et irresponsables d'une grande partie de la bureaucratie de l'UE et certaines pratiques décisionnaires souvent très éloignées des citoyens ont contribué à favoriser le vote Brexit. Le traitement infligé à la Grèce et les politiques d'austérité imposées à cet État et à d'autres, y compris au nôtre, ont aussi provoqué des sentiments de colère et de frustration à l'égard des institutions européennes. Dans notre propre cas, le gouvernement a été d'une complaisance inacceptable avec les élites de l'UE. Les familles ont payé le prix de cette stupidité. Maintenant, elles devront payer une fois encore.

Il y a d'autres aspects inacceptables de l'UE.

Par exemple, le honteux accord avec la Turquie sur les réfugiés, que le premier ministre Enda Kenny (Parlement irlandais) a endossé, et l'incapacité de l'UE à résoudre, dans le respect de la justice, la crise humanitaire en Méditerranée.

Le Sinn Féin a longtemps critiqué certains aspects du projet européen, notamment la totale absence de démocratie qui règne en son sein. Nous ne soutenons pas une Union européenne à deux vitesses, dans laquelle un petit nombre de grands États-membres s'autorise à dicter aux États plus petits la politique économique et d'autres pratiques injustifiées. La relation du Sinn Féin avec l'UE peut être qualifiée au mieux comme étant un engagement critique.

Lorsque des mesures vont dans l'intérêt du peuple irlandais nous les soutenons et nous tentons de les promouvoir. Dans le cas contraire, nous y sommes opposés et faisons campagne pour les changer. Nous sommes contre toute évolution allant vers une centralisation de plus en plus forte des pouvoirs entre les mains d'une bureaucratie non élue. Les républicains irlandais veulent une UE d'une autre nature. Une Union européenne transparente, responsable démocratiquement et qui satisfait aux besoins et aux vœux de ses citoyens.

Nous sommes pour une UE sociale, une union d'égalité, de partenariat et de solidarité, dans laquelle, quand les temps sont difficiles, les États-membres travaillent ensemble dans un esprit de coopération.

Les tâches qui sont devant nous :

- nous mettre d'accord sur des politiques et des stratégies aptes à minimiser les problèmes créés par le Brexit ;
- nous servir de cette crise, pour faire naître une Irlande nouvelle et une UE nouvelle.

Cela signifie :

Insister pour que le gouvernement irlandais défende les intérêts de l'île d'Irlande lors de toutes les négociations futures au Conseil de l'Europe.

Assurer une coopération pleine et entière entre le gouvernement et les organes exécutifs du Nord de l'Irlande.

Insister pour que, en sa qualité de co-garant de l'accord du Vendredi-Saint, le gouvernement irlandais défende cet accord, ses institutions politiques et les organes transfrontaliers.

Assurer que les éléments d'égalité et de droits humains contenus dans l'accord du Vendredi-Saint soient préservés.

Profiter de cette occasion pour redéfinir l'avenir politique et constitutionnel de l'île d'Irlande et de l'Europe.

Exiger la tenue d'un référendum sur l'unité irlandaise.

Nous pouvons changer la situation politique :

- pour faire le meilleur usage possible de cette occasion unique de transformer l'île d'Irlande ;
- pour mettre définitivement fin aux anciennes divisions ;
- pour construire une société nouvelle.

Le gouvernement britannique ne dispose d'aucun mandat démocratique pour représenter les opinions de l'Irlande du Nord dans une quelconque négociation avec l'UE. C'est un devoir impératif pour le gouvernement britannique, et aussi et surtout pour le gouvernement irlandais, de respecter le vote du peuple du Nord de l'Irlande.

INSTAURER D'AUTRES RELATIONS AVEC LA RUSSIE EN SORTANT DES RAISONNEMENTS BINAIRES

Les thuriféraires comme les contempteurs de la « Russie de Poutine » ont en commun de prendre à la lettre le discours et la mise en scène de puissance dont le Kremlin est coutumier et qui ont pour conséquence d'instaurer un raisonnement binaire : soit l'alignement sur « Poutine », soit l'exacerbation des tensions. Or, la Russie ne se résume pas à Poutine. Pour instaurer d'autres rapports avec Moscou, il faut sortir de cette binarité.

Le pouvoir russe est en train de réussir son pari : rendre à la Russie sa place dans le monde dans un contexte de désagrégation des cadres multilatéraux et de l'ordre du monde issu de 1989 en développant, pour remplir ses objectifs, non pas une stratégie, mais une politique opportuniste, en utilisant cette décomposition. Il cherche à desserrer l'étau de l'OTAN en intervenant là où il a une prise possible sur la situation. C'est le cas en Syrie. Les relations avec Trump sont marquées du sceau de l'opportunisme et de la prudence. Ce n'est pas un rapprochement mais une conjonction partielle d'intérêts immédiats dans le contexte de la crise de la mondialisation capitaliste et de naissance d'une nouvelle mondialisation fondée sur des rapports de force bilatéraux.

Ceci étant dit, Poutine n'a qu'une marge de manœuvre limitée, ce qui réduit la politique étrangère russe à des coups politiques.

1 - La situation intérieure est certes marquée par un redressement partiel d'une certaine capacité productive, en dépit des sanctions. En 2016, la Russie est redevenue le premier exportateur mondial de blé. Mais la situation financière et budgétaire reste fragile, car la rente gazière ne suffit plus. Le rattachement de la Crimée a coûté plus de 20 milliards de dollars. Le budget militaire a baissé de 30 % en 2017. La redistribution financière vers les régions pauvres du pays est contestée par les régions riches : le président du Tatarstan a déclaré que « sa » région n'était pas une banque, alors que le Caucase nord vit sous perfusion financière.

2 - Après 2012, Poutine a accentué

l'orientation nationaliste, conservatrice et cléricale du pouvoir. Cela a encouragé des courants d'extrême droite, jusque dans les allées du pouvoir, qui cherchent à le dépasser sur sa droite. L'église orthodoxe russe est aujourd'hui une puissance économique et politique qui exerce une influence redoutable sur la politique nationale et régionale. L'Église n'est plus seulement le relais du pouvoir politique, conception qui a motivé Staline à restaurer le patriarcat de Moscou. Au contraire, elle cherche à lui dicter ses actions.

3 - La Russie est esseulée. L'avenir des rapports avec la Biélorussie est incertain. L'organisation de Shanghai est davantage un cadre de régulation des rapports de force avec la Chine qu'une alliance.

Ces éléments provoquent des remous dans la nomenklatura. Poutine veut éviter de se brejneviser et d'être réduit à gérer les luttes de fractions. Différentes campagnes de purge sont menées : dans l'administration présidentielle, chez les cadres régionaux, dans le FSB (Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie), dans le gouvernement avec l'arrestation du ministre de l'économie en novembre. Cela montre que l'instabilité règne.

Partant de ce constat, il est possible de trouver d'autres relations avec la Russie. Nous pouvons avancer trois idées :

1 - Lever les sanctions qui légitiment le discours nationaliste à Moscou.

2 - Mettre sur la table l'ensemble des contentieux pour un règlement global : expansion de l'OTAN, politique orientale de l'UE, question ukrainienne, question énergétique, guerre informationnelle...

3 - Proposer un nouveau cadre de relations avec la Russie, en reprenant une proposition russe avancée en 2007 par Medvedev : celle d'un cadre commun de coopération et de sécurité qui pourrait être initiée par une seconde conférence d'Hel-sinki sous l'égide de l'ONU et de l'OSCE. Cette proposition a plusieurs mérites : prendre en compte les intérêts des différents partenaires, avancer un cadre alter-

natif à l'OTAN et aux idées de « défense européenne », appuyer sur les contradictions russes et européennes et mettre en avant les intérêts communs des peuples en termes de développement, de sécurité et de défense de la paix. Le journal officiel du gouvernement russe, Rossijskaya Gazeta, notait en novembre 2016 que les tensions entre les pays européens et les États-Unis pourraient rouvrir la question des rapports entre la Russie et l'Europe. C'est une balle à saisir au bond.

Vincent Boulet

membre de la commission des relations internationales du PCF et représentant du PCF au Bureau exécutif du PGE

DÉBAT

« POUTINE, GRAND MARIONNETTISTE OU NOUVEAU MODÈLE DES FORCES CONSERVATRICES ? »

**13 mars 2017 à 18h30
à l'Espace Oscar Niemeyer
Paris 19^e**

avec Jean Radvanyi, professeur à l'INALCO, Andreï Gratchev, historien, ancien conseiller de Mikhaïl Gorbatchev, et Pierre Laurent, secrétaire national du PCF

coorganisé par L'Humanité-Dimanche et le secteur International du PCF

inscriptions :

INTERNATIONAL@PCF.FR



Daniel Mihailescu/AFP

ENTRE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET RECOMPOSITION DE L'APPAREIL D'ÉTAT : LES CONTRADICTIONS DU MOUVEMENT DE RUE EN ROUMANIE

Le 5 février dernier, jour anniversaire de l'Union des principautés de Moldavie et de Valachie qui en 1859 forma l'embryon de la future Roumanie, plus d'un demi-million de Roumains sont descendus dans les rues. Ils demandent l'abrogation de l'ordonnance d'urgence promulguée par le gouvernement social-démocrate qui limite les peines de prison pour abus de pouvoir seulement au-delà d'un préjudice de plus de 44 000 euros. Après plusieurs jours de rassemblements, le gouvernement a dû retirer cette ordonnance et le ministre de la justice a démissionné.

Cela intervient moins de deux mois après les élections législatives remportées par le Parti Social-Démocrate (PSD) qui ont instauré une cohabitation avec le président conservateur Klaus Iohannis. Ce dernier utilise tous les moyens à sa disposition pour freiner l'action du gouvernement. Il a refusé la nomination de Sevil Shhaideh comme première ministre. Une femme musulmane ne convient pas à ce conservateur. Sorin Grindeanu prend donc la tête d'un gouvernement qui augmente le salaire minimum, diminue les impôts pour les plus pauvres et promet l'abolition de la flat tax et l'augmentation de la taxation sur les revenus du capital. Le président du PSD, devenu président de la Chambre des députés, Liviu Dragnea, est en réalité l'homme fort de la majorité. L'ordonnance d'urgence lui était directement profitable, alors qu'il fait face à une enquête pour abus de pouvoir.

La nature de ce mouvement de rue est très discutée. Soulignons deux éléments majeurs.

1 - Il ne faut pas négliger le dégoût que la corruption endémique inspire à la popula-

tion. Le fait que les manifestations qui ont suivi le retrait de l'ordonnance incriminée soient bien moins suivies montre qu'une bonne partie des manifestants sont bien là pour cet objectif. Ce mouvement trouve sa place dans une série de manifestations massives qu'ont connu ces dernières années l'Ukraine (au début de Maidan) et la Moldavie (au début de 2016, après la disparition d'un milliard d'euros, soit 15 % du PIB du pays, du système bancaire). En novembre 2015, déjà en Roumanie, un mouvement de rue avait obtenu la démission du gouvernement social-démocrate de Victor Ponta. La politique de déprédation à laquelle se livrent les factions de l'appareil d'État, de la bourgeoisie nationale et des féodalités locales dans ces États héritiers de dictatures bureaucratiques est mise en cause.

2 - Les intérêts des conservateurs apparaissent cependant clairement dans ce mouvement. La campagne menée par la Direction nationale anti-corruption (DNA) n'est pas exempte d'abus, ni de coloration politique. Ses liens avec les services de renseignement sont notoires. Certains parlent d'une « Securitate 2.0 », du nom de la police politique de Ceaușescu. Le fait qu'un des piliers de cette campagne anti-corruption, le numéro 2 des services de renseignement, le général Coldea, ait été contraint à la démission pour collusion avec un sénateur corrompu montre que ses actions sont pour le moins partiales. Des slogans « contre la peste rouge du PDS » ont été entendus dans les manifestations. Des chefs d'entreprises de Bucarest ont donné des jours de congés à leurs employés pour s'y rendre. Le directeur de la branche locale de la Raiffeisen Bank

soutient le mouvement. Une partie des manifestants, équipés de systèmes laser projetant des messages anti-gouvernementaux sur les bâtiments et mettant en scène des jeux de groupe sophistiqués, n'ont rien d'indignés venus spontanément.

Ce mouvement montre donc les profondes fractures qui divisent la société roumaine et l'appareil d'État. Le PSD représente plutôt les intérêts des villes moyennes de province, de la bourgeoisie locale, de son système clientéliste et des employés de la fonction publique. Le bloc conservateur, davantage implanté dans les grandes villes, celui de la bourgeoisie nationale. Il s'appuie sur un appareil d'État, composé de la DNA, des services secrets et de la police, qui agit de plus en plus hors de tout contrôle.

Les grands absents sont les classes populaires. La Roumanie est le pays le plus pauvre de l'UE. 25 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. Plus de 40 % des travailleurs roumains, soit près du double de la moyenne européenne, ne sont pas protégés par des conventions collectives. Le taux d'emploi des jeunes de 18 à 25 ans est passé de 37 % en 1996 à 24 % en 2012. L'ensemble de ce tableau crée une situation de grande instabilité, dans une région clé pour l'évolution des rapports de force géopolitiques en Europe. On peut gager que d'autres mouvements naîtront, aux conséquences imprévisibles.

Vincent Boulet

membre de la commission des relations internationales du PCF et représentant du PCF au Bureau exécutif du PGE

L'ACTUALITÉ DE L'EUROPE DE LA DÉFENSE : L'ENFERMEMENT DANS UNE STRATÉGIE ATLANTISTE ET BELLICISTE

Le 11 juillet 2013, Laurent Fabius, alors ministre des Affaires étrangères, donnait le ton de la doctrine diplomatique et militaire française: « nous sommes dans l'obligation de mutualiser, de partager, de trouver des points de cohérence si nous voulons conserver notre crédibilité, éviter un déclassement stratégique et rester capables d'assurer la sécurité de notre continent et de nos ressortissants »¹. Trois ans plus tard la presse hexagonale confirme la volonté de sceller cette perspective : « Europe : coup d'envoi à davantage de défense commune »² titrait *Les Échos*, « un sommet dans l'ombre du Kremlin »³, lui répondait le *Figaro*. Les derniers sommets de Bratislava en septembre 2016 et de Malte en janvier 2017 confirment un peu plus le renforcement d'une politique extérieure européenne – qui intègre les questions de défense – renforçant le caractère belliciste de l'UE et s'éloignant toujours un peu plus d'une action continentale en faveur d'une paix juste et durable à l'échelle du globe.

La politique européenne de sécurité et de défense a été lancée lors du Traité de Maastricht. Bénéficiant d'un budget de près de 334 millions d'euros elle tend à accréditer l'idée de la construction d'un bloc de coopération occidentale avec l'OTAN comme en témoigne l'article 42 du TUE. À l'heure actuelle, elle agit en complément des actions militaires des États-membres, en mobilisant ses outils là où ces derniers ont mené préalablement des inventions. Elle participe aussi d'un regain des tensions face à la Russie avec ses missions en Ukraine et en Moldavie, et renforce les logiques de domination impérialiste de ses États-membres, notamment en Afrique.

Les développements récents, issus des conclusions des Conseils des ministres européens des 25 et 26 juin 2015, du 14 novembre 2016, du 15 décembre 2016, de la déclaration commune de Bratislava du 16 septembre 2016 et la déclaration commune UE/OTAN du 6 décembre 2016, participent d'une réactivation de lignes stratégiques affirmées et d'un effort de mobilisa-

tion supplémentaire.

Les Conseils du 14 novembre et du 15 décembre ont réaffirmé le besoin de coopération approfondie entre l'Union européenne et l'OTAN, en lien avec la déclaration commune signée à Varsovie qui inclue tant la mobilisation de forces face à la Russie que la gestion des flux migratoires en mer Égée. Le 6 décembre 2016, le Conseil a annoncé des mesures destinées à mettre en application la déclaration commune, en faisant de sa réalisation une « priorité politique fondamentale »⁴. Un passage de ce document est très inquiétant, puisque le Conseil indique que « les États-membres disposent d'un « réservoir unique de forces » qu'il peuvent utiliser dans différents cadres. Le développement cohérent des capacités des États membres au travers des processus respectifs de l'UE et de l'OTAN contribuera donc aussi à renforcer les capacités potentiellement disponibles pour les deux organisations, tout en tenant compte de leur nature et de leur responsabilité propres. À cet égard, le Conseil se félicite de la poursuite d'une coopération étroite et synergique avec l'OTAN dans des domaines d'intérêt commun, à la fois sur le plan stratégique et sur le plan opérationnel, en matière de gestion de crise à l'appui de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'en ce qui concerne le développement des capacités de défense, lorsque les besoins se recoupent »⁵, illustrant la volonté toujours accrue d'une gestion commune, militarisée et expansive des problématiques globales.

Plus concrètement, la déclaration commune indique que quarante propositions seront formulées d'actions et de politiques conjointes dans sept domaines :

Les menaces « hybrides »

Les coopérations opérationnelles (y compris les actions maritimes)

La cyber-sécurité

Les capacités de défense

L'industrie et la recherche

Les exercices militaires

Le développement de nouvelles infrastructures militaires

Lors du Conseil européen du 15 décembre 2016 les chefs d'État européens ont exprimé leur volonté :

D'encourager la solidarité financière et le partage des coûts entre États-membres

De pérenniser l'abondement du fonds ATHENA afin de faciliter la mise en place de groupes européens de combats

Ils ont enfin souligné l'importance de la clause d'assistance mutuelle au titre de l'article 42.7 mais également au titre de l'article 222 qui vise tant les catastrophes naturelles que les conséquences du terrorisme

La création, à l'horizon juin 2017 d'un fonds européen de la défense. Jean-Claude Juncker a, quant à lui, souligné la nécessité de renforcer l'efficacité des dépenses européennes pouvant atteindre 200 milliards d'euros – en comptant les dépenses de tous les États-membres.

Cette stratégie est dangereuse pour l'avenir des peuples d'Europe, mais également pour l'ensemble de la planète. Il est temps de sortir de ce modèle, de faire de l'Europe un continent qui s'engage résolument pour la paix.

Alexis Coskun

membre de la commission des relations internationales du PCF

1. Discours de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères « Comment relancer l'Europe de la défense ? » - Conférence parlementaire – Assemblée nationale (11 juillet 2013).
2. Anne Baueur, *Les Échos*, 16 décembre 2016.
3. Jean-Jacques Mével, *Le Figaro*, 16 décembre 2016.
4. Coopération UE-OTAN Le Conseil adopte des conclusions en vue de la mise en œuvre de la déclaration commune, paragraphe 4.
5. Coopération UE-OTAN Le Conseil adopte des conclusions en vue de la mise en œuvre de la déclaration commune, paragraphe 8.

DOSSIER



PCF
Parti communiste français

★
**FRONT
DE GAUCHE**

2017. L'Humain d'abord !

METTRE FIN AUX LOGIQUES DE DOMINATION POUR CHANGER LE MONDE

Rompre avec les politiques d'austérité, renégocier les accords économiques entre les pays, mettre fin aux guerres et aux ventes d'armes en faisant prévaloir l'idée de sécurité humaine collective, l'intérêt du plus grand nombre et la prévention, faire évoluer les institutions et les focaliser sur leurs missions premières de luttres contre les inégalités économiques et sociales, la perspective de nouveaux modes de développement et de production liés à la transition écologique, la promotion des droits humains et la lutte contre les changements climatiques... de telles politiques dessineraient un monde de paix et de développement humain, social et écologique que tout rend possible au XXI^e siècle.

« Il n'y a pas d'alternative », c'est ce qu'on nous rabâche à longueur de temps. Il faudrait que nous acceptions les violences, les guerres, les inégalités, la pauvreté, la précarité, la concurrence acharnée entre les individus et entre les peuples. Or l'état du monde est le résultat de politiques libérales menées sciemment par des dirigeants acquiescés avec les grandes fortunes, le patronat du CAC40, les puissances de la finance.

Il n'y a pas de fatalité, la situation n'est pas inéluctable. Le monde peut être un monde de paix, de solidarité, de partenariats avantageux pour tous. Il est grand temps de changer de logique, de rompre avec les stratégies de domination. L'intervention populaire et la solidarité internationale sont déterminantes pour y parvenir, elles ont déjà pesé sur le cours des événements, qu'il s'agisse de la COP21 ou même des conditions du débat du Parlement européen sur le CETA.

Prendre le pouvoir sur la finance

Lutter contre la fraude, l'optimisation et l'évasion fiscale est prioritaire. À ce jour, 60 à 80 milliards d'euros sont volés au budget de la France. Au niveau européen, la somme atteint plus de 1 000 milliards, soit cinq fois le budget de l'Union européenne. Cet argent doit être récupéré, c'est la bataille portée par nos parlementaires à travers la demande

d'organiser une Cop fiscale, dont Alain et Eric Bocquet sont à l'origine, et qui a été adoptée à l'Assemblée nationale et au Sénat. À présent les peuples doivent s'en saisir afin que cet argent soit investi dans les salaires et dans le développement des services publics.

Plus largement, le système économique doit Il est urgent de sortir des logiques de domination actuelles. Refonder l'UE dans une perspective progressiste pose la question d'une nouvelle sélectivité de la politique monétaire de la BCE pour orienter les crédits bancaires en faveur de l'emploi et de l'économie réelle, et de la création d'un Fonds de développement économique, social et environnemental européen pour financer le développement des services publics, à partir de projets concrets, avec l'argent créé par la Banque centrale européenne.

Les traités économiques – tels le Ceta, le Tafta – sont conçus en catimini dans l'intérêt de quelques-uns et pillent les richesses des pays. La renégociation de l'ensemble de ces traités est un préalable au combat contre les inégalités économiques. Il est temps d'inventer de nouveaux types de partenariats, d'instaurer entre les pays des accords aux avantages réciproques, démarchandisant les ressources et richesses naturelles en faisant des biens communs universels, et fondés sur la solidarité et la complémentarité des besoins de chacun afin de respecter les intérêts légitimes de tous. À travers la coopération et le co-développement, et à condition qu'elle ne soit pas assujettie aux logiques de domination capitaliste, l'interdépendance peut être positive et bénéfique à tous. Elle peut être fondée sur la solidarité, notamment par la création d'une monnaie commune mondiale, qui serait développée à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, qui servirait à financer des projets de développement des capacités humaines dans tous les pays du monde sous forme de prêts sélectifs à long terme et à très bas taux d'intérêt.

Mettre fin aux logiques de guerre

Sortir des rapports de domination et d'exploitation participe à modifier les relations internationales. En s'attaquant aux sources

des inégalités, des injustices sociales et économiques, nous combattons les causes de nombreux conflits. Croire que la guerre est un moyen de les résoudre est un leurre. Seul un traitement social et politique de ceux-ci apporte des solutions durables. La France doit prendre en compte l'aspiration de millions de femmes et d'hommes à vivre dans des sociétés sûres et en paix. Elle doit changer sa politique étrangère pour promouvoir la paix et le progrès : en tout premier lieu, cesser d'alimenter les guerres en vendant des armes et en participant à des opérations militaires à l'étranger ; respecter la non-utilisation d'armes de destruction massive, et travailler à la dénucléarisation de l'Europe ; et, sans attendre, signer le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

En tant que membre permanent de l'ONU, la France doit œuvrer à redonner à cette institution les moyens de sa mission initiale affirmée dans sa Charte : « Maintenir la paix et la sécurité internationale, accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes sauf dans l'intérêt commun, recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples. » Aucune intervention ne peut se faire en dehors d'un cadre multilatéral sous mandat des Nations unies. En parallèle, il faut que notre pays sorte du commandement intégré de l'OTAN, organisation politico-militaire agressive, qui agit au nom de la défense de la « démocratie » et d'un hypothétique « camp occidental ». La France doit retrouver une voix indépendante, se libérer des liens de l'Alliance atlantique et agir pour la dissolution de l'OTAN. De la même façon, dans le mouvement de la refondation progressiste de l'UE, l'Europe doit se libérer de la tutelle de l'OTAN et définir un nouveau cadre régional inclusif, bien plus vaste que les limites de l'UE actuelle, de coopération et de sécurité collective.

Méline Le Gourriérec
membre de la commission des relations internationales

LES DROITES PARTENT EN GUERRE

La profonde déception que laisse le quinquennat de François Hollande donne des ailes aux droites françaises. Les programmes concernant la politique étrangère n'ont pas échappé à cette volonté d'incarner « la France Forte ». Inspirées par Poutine et Trump, les droites mettent en avant un même objectif : la puissance.

Cependant, il ne s'agit pas de la puissance diplomatique et culturelle d'une France qui promouvrait les droits humains, en commençant chez elle. Au contraire, c'est bien d'une puissance de confrontation dont il est question. Pour Fillon et la droite dite républicaine, il s'agira d'une confrontation économique. Pour Le Pen, elle sera « civilisationnelle ».

Tout d'abord, les droites s'accordent sur un point : un « déclin » de la France. Si celle-ci apparaît moins influente sur le plan diplomatique, ne s'agit-il pas d'une conséquence de la politique d'austérité ? Que la France brade ses bâtiments diplomatiques de par le monde, rétrécisse, voire ferme, des consulats ne serait-il pas la conséquence des politiques budgétaires réclamées par Les Républicains ? D'une part, la France est passée du deuxième au troisième réseau diplomatique au monde après avoir été dépassée par la Chine. L'offensive de la diplomatie économique chinoise est indéniable mais n'a pu se réaliser que grâce à l'investissement du gouvernement. Les gouvernements d'austérité successifs français se sont surtout employés à tailler dans tous les budgets, et la représentation diplomatique en a souffert.

D'autre part, ne s'agit-il pas d'un juste retour des choses ? Après avoir été mises au ban des négociations internationales par les « grandes puissances », ne serait-il pas légitime que les autres nations du monde puissent également donner de la voix ? Plutôt que de chercher à toujours être la première par pur nationalisme, comme le voudrait le Front National, la France pourrait choisir de défendre une « communauté internationale » plus inclusive pour permettre la paix.

Ensuite, les droites ont trouvé de parfaits coupables : les travailleurs immigrés et l'Europe. Même Les Républicains, qui reprennent pourtant dans leur programme toutes les recommandations européennes d'austérité et de privatisation du service public, sont devenus critiques de l'Union européenne. Mais, vouloir « changer » l'UE pour la rendre plus néolibérale, ou bien la « quitter » en organisant la traque aux immigrés ne résoudront pas la crise multidimensionnelle et existentielle qui déchire l'UE puisque cela ne remettrait nullement en cause la logique fondamentale de sa construction actuelle. « Sortir » de l'UE ramènerait à l'échelle nationale, sans pour autant les affaiblir, les politiques ultralibérales aujourd'hui imposées par la Commission européenne.

Enfin, les droites sont toutes les deux prêtes à augmenter un budget de l'État, et pas n'importe lequel : celui de l'armée. Il s'agit sans doute de leur solution illusoire pour créer de l'emploi puisqu'elles ne s'en prendront pas au capitalisme. Malgré sa critique de l'OTAN, le Front National s'est, lui aussi, converti à

l'objectif d'un budget de défense à 2 % du PIB impulsé par l'Alliance. Or, étant donné que l'objectif économique des droites est la recherche de la croissance, donc de la hausse du PIB, et la baisse des dépenses de l'État, un budget annexé au PIB se fera au détriment des autres budgets, notamment sociaux.

Alors que la course aux armements est relancée aux quatre coins du monde, les propositions de politiques étrangères de Fillon et Le Pen ne sont donc en rien des promesses de paix mais bien l'attisement des comportements agressifs qui nous promettent les conflits de demain.

Henry-X.

D'AUTRES RÉPONSES AU LIBRE-ÉCHANGE

Le 15 février 2017, par 408 voix « pour », 254 voix « contre » et 33 abstentions, le Parlement européen a adopté le traité de libre-échange conclu entre l'Union européenne et le Canada (CETA), qui entrera en vigueur de manière provisoire avant toute ratification des parlements nationaux.

Jusqu'au bout, les députés du groupe GUE-NGL se sont battus, avec de nombreux manifestants et organisations, contre l'adoption de ce texte qui enfreint les principes constitutionnels des États et le droit européen. Adopté avec le mécanisme de « la cour des investisseurs », il crée un droit des affaires supérieur au droit w. Loin d'être un simple traité commercial, il codifie des politiques à mettre en œuvre à l'opposé des droits sociaux ou environnementaux et va jusqu'à instituer une justice des puissants avec des tribunaux arbitraux privés pour protéger non pas les travailleurs mais les « investisseurs », c'est-à-dire les firmes multinationales.

En ce sens, le CETA se révèle comme un véritable cheval de Troie, ouvrant la voie royale à une nouvelle génération de traités commerciaux qui nient les souverainetés nationales et dessaisissent les gouvernements et les parlements de leur libre administration dans l'intérêt général, par des dispositions d'arbitrage, de coopération réglementaire ou encore de libéralisation des services par voie de liste négative, ou d'ouverture de nos marchés publics à davantage d'entreprises étrangères.

Une vérité éclate au travers des divers traités en discussion dans un obscurantisme le plus total : un capitalisme « libre-échangiste » est à l'œuvre dans la quasi-totalité du monde, se traduisant par un dumping social et fiscal consistant pour les propriétaires du capital à produire là où le travail est au prix le plus bas, et à placer, voire à cacher, l'argent gagné là où il est le plus rentable et le moins taxé.

À l'échelle des États, l'influence des entreprises transnationales sur les gouvernants censés établir des règles protectrices des droits sociaux et des services publics les pousse, bien qu'ils s'en défendent, à établir un cadre législatif et réglementaire sur mesure pour l'accroissement sans fin de leurs profits. En France, le fameux pacte de responsabilité est la parfaite illustration de ce chantage à l'emploi, qui permet la compression des salaires et une destruction méthodique du droit du travail et des acquis sociaux, notamment par la menace de délocalisations. De là est née la loi El Khomri.

Aujourd'hui, seule une volonté politique inébranlable pourra lever le tabou qui empêche toute remise en cause de la liberté de circulation des capitaux, des marchandises, des services et de la main-d'œuvre, aussitôt assimilée au protectionnisme, au nationalisme, voire à la xénophobie.

On voit comment, jusqu'au dernier moment, les forces néolibérales et les gouvernements ont pesé pour arriver à leurs fins sur le CETA ! Et pour cause, l'enjeu était de taille : derrière un échec, c'est tout le château de cartes qui pouvait s'écrouler pour la suite : Tafta, Tisa, etc. C'était redonner de la force, voire de l'espoir aux mouvements populaires pour inverser le cours des choses.

Derrière ces choix, une même logique : s'attaquer à la démocratie, aux souverainetés nationales, en agitant le spectre d'un éventuel chaos économique. On l'a vu chez nous après la victoire populaire sur le TCE en 2005, idem en Grèce avec la troïka et le FMI, sous d'autres formes en Espagne pour écraser le rassemblement populaire progressiste et favoriser le jeu du PSE avec la droite de Rajoy. Toujours le même objectif : empêcher, freiner toute naissance, tout développement de mouvements populaires, de rassemblements progressistes pouvant gagner ou ouvrir la brèche d'un espoir possible de changement. Ce sont les mêmes cohérences et processus de déstabilisation qui se déclinent comme en Amérique latine, avec des affrontements idéologiques forts, la corruption, des coups d'État institutionnels, jusqu'à chercher l'affrontement comme au Venezuela.

Des processus qu'engagent les tenants du libéralisme en fonction des contextes, et qui ressemblent fort à des coups d'État permanents contre les souverainetés populaires. Et pourtant, partout, des peuples, des citoyens résistent. Nos élus en sont, des collectivités se mettent en résistance TAFTA. N'y a-t-il pas dans cette période électorale, à porter arguments, propositions et initiatives en faveur d'un système d'échanges préservant la souveraineté des États et garantissant une coopération économique mutuellement avantageuse ? N'y a-t-il pas à instaurer une organisation internationale du commerce basée sur la coopération, la réciprocité des échanges et l'équilibre des balances des paiements, en fixant des objectifs particulièrement clairs comme « le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement », dans chacun des pays signataires ?

La règle efficace du « je t'achète autant que tu m'achètes » ne pourrait-elle interdire à un pays d'être en situation structurelle de déficit ou d'excédent par rapport aux autres, le solde de toutes les transactions, y compris financières, de chaque État devant tendre vers zéro ?

Pour atteindre et conserver cet équilibre dans les relations commerciales, ne pourrait-on se mettre d'accord sur le principe de normes de travail équitables, qui stipulent que, « à aucun moment, et sous aucun prétexte, les conditions de travail, la façon dont les travailleurs sont traités, ne peuvent être remises en cause pour des motifs commerciaux » ?

Ne faudrait-il pas prévoir des mesures particu-

lières encadrant les investissements qu'un État membre ait le droit de prendre toute mesure décision appropriée de sauvegarde nécessaire pour assurer que les investissements étrangers ne servent pas de base à une ingérence dans ses affaires intérieures et sa politique nationale, et de déterminer s'il autorise à l'avenir les investissements étrangers, dans quelle mesure et à quelles conditions il les autorise ?

Concernant les produits alimentaires de base, « que l'on ne peut traiter comme des marchandises », les États ne pourraient-ils pas être autorisés à subventionner les prix de ces produits ou à en réduire les importations en fonction de leurs propres capacités de production et de consommation ?

Ne pourrait-on pas pousser plus haut les ambitions de la COP21, voire gagner l'organisation d'une COP fiscale comme l'ont fait adopter les députés PCF/FDG dernièrement à l'Assemblée nationale pour que la France porte cette exigence à l'échelle internationale ?

N'y a-t-il pas des réponses à trouver dans ce qui prend corps avec le Mercosur en Amérique latine, avec « la route de la soie » portée par la Chine ou encore avec l'accord UE/Cuba signé dernièrement, qui, a contrario d'un accord de libre-échange, pose les fondamentaux des droits humains en général et non du seul État cubain, du développement social, économique et environnemental, avec des axes commerciaux où l'UE active de véritables coopérations économiques ? Au vue de ces éléments, le PCF appelle à la réflexion et jette des pistes dans la période qui s'ouvre.

C'est le sens de la résolution que les députés PCF/FDG ont fait adopter à l'Assemblée nationale, le 2 février 2017, exigeant une consultation d'urgence du Parlement avant la mise en œuvre provisoire du CETA et soumettant sa ratification à la volonté populaire par l'organisation d'un référendum.

Exigence de référendum pour faire appel à l'intelligence collective des citoyens, ouvrir le débat nécessaire d'une Union européenne « refondée », usant de son poids - considérable dans ce domaine - pour favoriser la maîtrise publique des échanges, les régulations, la démocratisation des relations économiques, bref, une humanisation de la mondialisation basée sur des échanges internationaux répondant aux intérêts légitimes de tous les pays et de toutes les régions de la planète, dans laquelle la culture de la paix devienne la condition sine qua non.

Laurent Péréa

Responsable adjoint aux relations internationales

EUROPE

La question européenne pèsera lourd dans le débat des élections présidentielle et législatives de 2017.

D'abord parce que 25 ans après Maastricht, l'intégration économique et politique européenne a été considérablement renforcée – malgré le « non » des Français en 2005 au traité constitutionnel TCE – et aucun candidat sérieux ne peut prétendre gouverner la France sans proposer une démarche pour notre pays à l'échelle européenne, fut-elle, comme c'est le cas au PCF, une offensive politique en rupture avec la construction actuelle. Ensuite, la question européenne sera au cœur des débats parce que l'Union européenne est elle-même entrée dans une crise économique, sociale et politique très profonde, dont les retentissements vont parsemer l'agenda électoral français, à commencer par le démarrage de la procédure de sortie du Royaume-Uni, qui doit avoir lieu avant la fin du mois de mars. Ce contexte de crise est déjà l'objet de beaucoup de débats en France, auxquels vient s'ajouter une instrumentalisation xénophobe par la droite et le FN de la situation d'urgence connue par des milliers de réfugiés qui cherchent l'hospitalité sur notre continent, et une incertitude géopolitique nouvelle du fait de l'élection de Donald Trump aux États-Unis.

Un piège idéologique et politique entre deux choix est tendu aux Français.

D'ores et déjà, François Fillon, Emmanuel Macron et le programme actuel du PS convergent sur une idée, celle qu'il faut sauver ou relancer l'Union européenne, et sur deux « réformes » concrètes, le renforcement de la « gouvernance » de la zone euro et la construction d'une Europe de la défense. Cela sous-entend un renforcement des mécanismes de soumissions aux critères de stabilité et une escalade guerrière dans la plus grande confusion entre immigration, sécurité, lutte contre le terrorisme et militarisation des relations internationales. Le FN, lui, se sert du Brexit comme modèle de démarche gouvernementale en direction de l'UE. Marine Le Pen a lissé son discours mais sa logique est la suivante : aller à Bruxelles récupérer « des souverainetés », et en premier lieu la souveraineté monétaire. En cas de refus, ce serait le référendum sur le Brexit. Or, avec la mise en œuvre du Brexit le Royaume-Uni se dirige vers plus de concurrence fiscale et sociale... un « pro-

tectionnisme » qui ressemble plutôt à une guerre économique accrue.

L'enjeu pour les communistes est de faire la démonstration qu'une voie progressiste existe, tant sur le projet que sur une démarche de combat pour la France à l'échelle européenne.

C'est la logique qui a présidé à la construction de notre initiative nationale « Europe » du 17 mars prochain à Villerupt en Meurthe-et-Moselle. Le thème : « La France à l'offensive pour une Europe de progrès » renvoie aux deux dimensions. Des axes thématiques et des invités « grands témoins » ont été identifiés pour traiter « ce qui doit changer » :

- Lutter efficacement contre l'évasion fiscale ;
- Changer le système économique et monétaire européen ;
- Concurrence des travailleurs : une réponse solidaire ;
- Construire une Europe de la paix et de la sécurité collective ;
- Une Europe démocratique ;
- Accueillir les réfugiés ;
- Pour une politique féministe européenne.

Des vidéos de responsables politiques européens qui répondront à la question « Qu'attendez-vous de la France en Europe ? » seront diffusées. Après un échange avec la salle, Pierre Laurent montrera l'originalité de notre vision et la démarche que devrait avoir un gouvernement de gauche. Lors de cette initiative nationale, la parole sera également donnée à deux candidats aux législatives : le candidat local – le département est transfrontalier et a connu une forte désindustrialisation, mais c'est aussi une région où les forces politiques et syndicales transfrontalières sont en coopération étroite – et la candidate des Français de l'étranger pour le Benelux. Ce sera enfin une première occasion de présenter l'initiative du Forum européen progressiste qui aura lieu en novembre 2017 à Marseille.

Anne Sabourin

Responsable Europe du PCF, membre du Secrétariat politique du PGE

À L'OFFENSIVE POUR CHANGER L'EUROPE... QUELQUES PROPOSITIONS D' ACTIONS DU PCF

1- Investir dans le développement commun

- organiser une conférence européenne pour la restructuration des dettes des États : annulation partielle et révision des conditions de remboursement
- organiser une « Cop fiscale » pour lutter contre l'évasion et la fraude fiscales

2- L'humain au cœur des politiques européennes

- organiser un sommet social européen pour faire abroger la directive sur les travailleurs détachés, faire converger les salaires, temps et conditions de travail vers le haut
- faire converger une harmonisation sociale vers le haut

3- Une Europe de peuples et de nations, libres, souverains et associés

- faire respecter les choix souverains des peuples européens exprimés dans les élections, les parlements, les référendums
- lancer une consultation nationale en vue de la rédaction d'un nouveau traité européen qui sera soumis par référendum aux Français

4- L'Europe, moteur du changement mondial

- abandonner les négociations sur les traités de libre-échange Tafta, Ceta et Tisa, et travailler à de nouveaux traités internationaux de maîtrise des échanges pour le développement de biens communs partagés
- organiser une conférence européenne pour la paix et le désarmement : sortir de l'OTAN, abolir les armes nucléaires et de destruction massive

Retrouvez l'intégralité dans

La France en commun

en pdf sur :

PCF.FR

MOTION ADOPTÉE LORS DU V^E CONGRÈS DU PARTI DE LA GAUCHE EUROPÉENNE SUR PROPOSITION DU PCF (AVEC PCE, IU, GAUCHE BULGARE ET PST)

Une grande campagne pour en finir avec la traite des femmes

La traite des êtres humains concerne 2,5 millions d'êtres humains à travers le monde, principalement des femmes. Si sa forme la plus répandue est l'exploitation sexuelle, il s'agit également de travail ou de mendicité forcés, de servitude pour dettes et de prélèvement illégal d'organes. En Europe, ce sont 120 000 femmes et jeunes filles qui, principalement pour des raisons économiques, sont dans les filets des trafiquants, et les deux tiers d'entre elles sont originaires de pays de l'Union européenne.

L'abolition de la traite est un objectif prioritaire du combat progressiste en Europe. Ces

trafics brisent les vies de celles qui en sont victimes et constituent une menace pour toutes les autres. Ces trafics sont d'importantes ressources financières pour les réseaux criminels organisés. Elles installent, au cœur de nos sociétés, la négation de tous les principes de justice, d'égalité et d'espoir. Elles tendent à y normaliser la violence, l'abus, la marchandisation des êtres humains et de leurs corps sur le grand marché mondial.

C'est pourquoi le PGE lance une grande campagne pour en finir avec la traite des femmes. Il s'agit de faire gagner, dans chaque pays et à l'échelle de l'Europe, la reconnaissance et l'accompagnement des victimes, mais également la mise en œuvre de moyens financiers et législatifs nouveaux,

ainsi qu'une coopération européenne pour démanteler les réseaux. Cette campagne prendra pour point de départ les législations nationales les plus favorables contre la traite, les plus fermes contre les réseaux, et qui donnent les meilleures garanties aux victimes.

Le PGE se dote d'une équipe chargée de la préparation et l'animation de cette campagne, en coopération avec EL FEM. Ce groupe de travail assurera l'élaboration de la campagne, au plan de l'état des lieux de la situation comme au plan programmatique. Il sera également en contact permanent avec les différents partis qui composent le PGE. Le « réseau de villes libres du trafic », initié en Espagne, mérite d'essaimer partout.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER



GAUCHE européenne

Nous sommes des adhérent-e-s ou des sympathisant-e-s du Parti communiste français vivant à l'étranger.

Vivant hors de France, depuis peu ou depuis longtemps, nous partageons les combats du Parti communiste français mais aussi ceux des forces de gauche dans les pays où nous vivons.

La question du travail, souvent moteur de nos mobilités plus ou moins choisies, est centrale. Nous sommes également très sensibles aux questions internationales, de paix.

Nos combats, que nous voulons unitaires, sont liés aux problématiques spécifiques des Français-es vivant hors de France, par exemple : le travail, la sécurité sociale, la scolarisation. Au-delà, nous faisons partager les combats du PCF auprès de la communauté de français-es de l'étranger. Souvent, nous soutenons également les initiatives de nos organisations partenaires (manifestations internationales, mouvements sociaux, accueil des réfugiés, luttes anti-racistes, etc.).

En cette période d'élections législatives, nous nous organisons afin de permettre une plus grande participation des Français-es de l'étranger, souvent peu inscrits en raison de leurs mobilités fréquentes. Nous souhaitons surtout pouvoir au mieux représenter les Français-es qui travaillent et vivent à l'étranger.

Que vous soyez de passage ou que vous vous installiez hors de France, n'hésitez pas à nous contacter : contact@fe.pcf.fr

Pour plus d'informations, consulter notre site web :

WWW.FE.PCF.FR ou retrouvez-nous sur les réseaux sociaux

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU SECTEUR INTERNATIONAL

AFRIQUE

1^{er} novembre 2016

Le PCF appelle une fois de plus à la libération des prisonniers politiques en Côte d'Ivoire
international.pcf.fr/93292

26 décembre 2016

Contentieux électoral en Gambie : travailler à une issue qui préserve la paix
international.pcf.fr/94907

21 janvier 2017

La souveraineté du peuple gambien doit être respectée
international.pcf.fr/95813

AMÉRIQUE LATINE

5 octobre 2016

Referendum Colombie : la construction d'une paix durable demeure à l'ordre du jour (PCF)
international.pcf.fr/92187

7 octobre 2016

Prix Nobel de la Paix 2016 : un goût d'inachevé !
international.pcf.fr/92484

17 octobre 2016

Il est temps de mettre fin à ce blocus cruel, arbitraire et injuste contre Cuba
international.pcf.fr/92736

5 novembre 2016

Brésil : il faut en finir avec la répression sociale
international.pcf.fr/93723

26 novembre 2016

Décès de Fidel Castro : réaction de Pierre Laurent
international.pcf.fr/94237

10 février 2017

Déclaration du PCF en soutien à Pedro Paez, Directeur de la SCPM (Equateur)
international.pcf.fr/96453

AMÉRIQUE DU NORD

9 novembre 2016

Donald Trump président des États-Unis : « le symptôme d'une société américaine malade d'elle-même »
international.pcf.fr/93725

31 janvier 2017

Décret « anti-musulman » de Trump : Air-France KLM ne doit pas être l'instrument d'une politique infâme
international.pcf.fr/96036

1^{er} février 2017

Attentat de Québec : « L'assassin est un fan de Trump et Le Pen »
international.pcf.fr/96077

MAGHREB, PROCHE ET MOYEN-ORIENT

26 septembre 2016

Alep (Syrie) : « L'urgence est à un cessez-le-feu immédiat et à l'aide humanitaire à la population »
international.pcf.fr/91817

28 septembre 2016

Décès Shimon Peres : « l'homme des rendez-vous manqués avec la paix et la solution à deux États »
international.pcf.fr/91930

6 octobre 2016

Bateau des Femmes pour Gaza arraisonné : que François Hollande intervienne auprès du gouvernement israélien pour libérer les messagères de la paix
international.pcf.fr/92238

26 octobre 2016

Mossoul : la France doit agir pour la reconstruction de l'Irak et sa démocratisation
international.pcf.fr/93116

14 décembre 2016

Alep/Syrie : pour un cessez-le-feu immédiat et la mise en œuvre des accords de Genève
international.pcf.fr/94628

14 janvier 2017

Conférence pour la Paix : la France doit reconnaître l'État palestinien immédiatement
international.pcf.fr/95410

18 janvier 2017

Destruction d'Umm Al-Hiran (Israël) : « l'UE et ses États-membres doivent sanctionner la politique de Benjamin Netanyahu »
international.pcf.fr/95519

24 janvier 2017

Israël/Palestine : « l'alliance Trump-Netanyahu met en péril toute perspective de paix »
international.pcf.fr/95814

10 février 2017

Syrie : « Seul l'arrêt général des combats mettra un terme aux crimes odieux des belligérants »
international.pcf.fr/96451

10 février 2017

Pierre Laurent, lettre ouverte à Antonio Guterres secrétaire général des Nations-Unies
international.pcf.fr/96455

EUROPE

23 septembre 2016

#STOP ERDOĞAN
international.pcf.fr/91720

28 septembre 2016

Interdiction de l'IVG : En Europe, les forces réactionnaires mobilisées contre l'intérêt des femmes (Laurence Cohen – PCF)
international.pcf.fr/91929

3 octobre 2016

Referendum en Hongrie : Viktor Orban sort affaibli d'un referendum « imperdable »
international.pcf.fr/92121

6 octobre 2016

L'IVG, un droit inaliénable : Victoire des polonaises ! (PCF)
international.pcf.fr/92233

24 octobre 2016

Calais : « évacuation de la Jungle »... et après ?
international.pcf.fr/93038

25 octobre 2016

Droit à l'avortement/Pologne : « La nouvelle manœuvre du gouvernement doit échouer » (Laurence Cohen)
international.pcf.fr/93118

26 octobre 2016

Le gouvernement français doit reconnaître et faire respecter le Non belge au CETA
international.pcf.fr/93117

4 novembre 2016

Turquie/Arrestation Selahattin Demirtas : déclaration de Pierre Laurent (PCF)
international.pcf.fr/93432

5 décembre 2016

Élections en Autriche : « Après le soulagement, il ne faut pas baisser la garde ! » (Pierre Laurent)
international.pcf.fr/94422

5 décembre 2016

Italie : Un « Non » qui impose de rompre avec l'autoritarisme et l'austérité
international.pcf.fr/94420

14 décembre 2016

Attentat d'Istanbul : Le terrorisme cimente la haine dont se nourrit le régime Erdogan
international.pcf.fr/94629

17 décembre 2016

Attentat de Kayseri : seule la voie de la paix et de la démocratie sortira la Turquie de la spirale de la violence
international.pcf.fr/94806

20 décembre 2016

Assassinat de l'ambassadeur de Russie : « Une nouvelle escalade dans l'engrenage de la violence »
international.pcf.fr/94846

20 décembre 2016

Berlin : restons unis, humains et solidaires face à la terreur (PCF)
international.pcf.fr/94847

2 janvier 2017

Istanbul : une politique de soutien aux djihadistes qui se retourne contre Erdogan
international.pcf.fr/95039

18 janvier 2017

Brexit : « dur » pour qui ? (Anne Sabourin-PCF)
international.pcf.fr/96557

10 février 2017

Résister à l'offensive réactionnaire mémorielle en Pologne
international.pcf.fr/96452

ET PUIS

24 octobre 2016

Calais : « évacuation de la Jungle »... et après ? (PCF)
international.pcf.fr/93038

16 décembre 2017

18 décembre / Journée internationale des migrants : pour une France solidaire et hospitalière
international.pcf.fr/94781

11 janvier 2017

Réfugiés : la solidarité n'est pas un crime
international.pcf.fr/95252

15 janvier 2017

Migrants : pour une France en commun
international.pcf.fr/95411

20 janvier 2017

Cédric Herrou, de nouveau en garde à vue !
international.pcf.fr/95571

LRI – FÉVRIER 2017 – CONSEILS DE LECTURE

Patrick Le Hyaric,
Le traité avec le Canada mis à nu,
éditions de l'Humanité



Un décryptage complet du projet de traité de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada. Le nouveau livre de Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, député au Parlement européen.

Voici le livre qui révèle ce que l'on cache à nos concitoyens depuis si longtemps : le contenu d'un projet d'accord entre l'Union européenne et le Canada préparé depuis des années dans le plus grand secret.

Celui-ci aura de lourdes conséquences sur nos modes de vie, sur la qualité de nos aliments, nos droits sociaux, l'existence de nos services publics, l'emploi et la rémunération du travail, pire, ce texte ira à l'encontre du droit national et du droit européen, comme le montre cet ouvrage. Il contient les prémices du projet de Grand marché transatlantique, préparé lui aussi dans l'opacité la plus totale.

Ce document, bourré d'informations inédites, est à mettre entre le maximum de mains. Patrick Le Hyaric est le directeur de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche, il est également député et vice-président du groupe de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique au Parlement européen.

Patrick Boucheron (dir.),
Histoire mondiale de la France,
éditions du Seuil, 2017



« Ce ne serait pas trop de l'histoire du monde pour expliquer la France ». Jules Michelet, Introduction à l'histoire universelle (1831). Voici une histoire de France, de toute la France, en très longue durée qui

mène de la grotte Chauvet aux événements de 2015. Une histoire qui ne s'embarrasse pas plus de la question des origines que de celle de l'identité, mais prend au large le destin d'un pays qui n'existe pas séparément du monde, même si parfois il prétend l'incarner tout entier. Une histoire qui n'abandonne pas pour autant la chronologie ni le plaisir du récit, puisque c'est par dates qu'elle s'organise et que chaque date est traitée comme une petite intrigue. Réconciliant démarche critique et narration entraînante, l'ouvrage réunit, sous la direction de

Patrick Boucheron, un collectif d'historiennes et d'historiens, tous attachés à rendre accessible un discours engagé et savant. Son enjeu est clair : il s'agit de prendre la mesure d'une histoire mondiale de la France, c'est-à-dire de raconter la même histoire - nul contre-récit ici - qui revisite tous les lieux de mémoire du récit national, mais pour la déplacer, la dépayser et l'élargir. En un mot : la rendre simplement plus intéressante ! Ce livre est joyeusement polyphonique. Espérons qu'un peu de cette joie saura faire front aux passions tristes du moment.

Directeur d'ouvrage : Patrick Boucheron est professeur au Collège de France. Coordination : Nicolas Delalande est professeur associé au Centre d'histoire de Sciences Po ; Florian Mazel est professeur à l'université Rennes 2 ; Yann Potin est chargé d'études documentaires aux Archives nationales ; Pierre Singaravélou est professeur à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne.

Bruno Odent, **Europe, état d'urgence. La régression nationaliste, consécration de l'ordo-libéralisme,** éditions Le Temps des Cerises, 2016

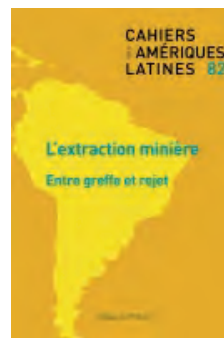


Le projet européen est miné. Partout progressent des forces de régression nationaliste. On le mesure en France au niveau atteint par le Front national. Léthargie économique, paupérisation et creusement des inégalités nourrissent le scepticisme croissant à l'égard du projet européen.

Et alimentent les succès des joueurs de flûte de l'extrême droite. Le mal viendrait de l'incapacité à respecter les normes du « modèle » : critères de Maastricht, « pacte de stabilité » ou engagements du « traité budgétaire » adopté en 2012. La seule solution serait donc d'étendre les capacités de contrôle et de coercition d'organismes « indépendants », protégés des vents facétieux de la démocratie. Et il serait ardemment conseillé de recourir à des gouvernements de « grande coalition », comme on le fait à Berlin, dans l'ancre du « modèle ». Funeste contresens. L'antidote brandi est un poison. L'ordo-libéralisme est imprégné de logiques de compétition et de puissance. Les extrêmes droites en radicalisent simplement les déterminismes pour en faire autant de passerelles vers leur national-libéralisme. Les résistances qui surgissent dans toute l'Europe, et singulièrement en Allemagne, contre l'austérité et la xénophobie constituent donc un combat unique, vital. Elles portent des alternatives pour un projet européen de coopération et de solidarité plus nécessaire que jamais. On peut l'émanciper de la double tutelle du capital alle-

mand et des marchés financiers. La dislocation de l'Europe est résistible.

Cahier des Amériques latines n°82,
L'extraction minière, entre greffe et rejet, publié par l'Institut des hautes études de l'Amérique latine et le Centre de recherche et de documentation sur les Amériques

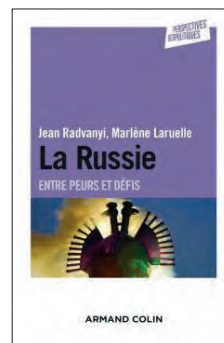


Le dossier central de ce numéro propose une analyse du contexte actuel du secteur minier en Amérique latine. Les contributions reviennent sur la mise en production des ressources naturelles et sur leur circulation dans l'espace

mondial. Retraçant l'histoire de conflits liés à l'exploitation minière en Argentine, au Pérou ou en Bolivie, mais aussi celle de rapports non conflictuels (en Bolivie et en Argentine), les articles mettent en lumière les relations entre États, entreprises privées et populations locales.

Exemple concret de la mondialisation, ce numéro s'intéresse aux dynamiques de territoire, aux enjeux et stratégies mises en œuvre par les différents acteurs sociaux et aux impacts sur les populations rurales. Sans chercher à faire l'apologie de l'exploitation minière ou à la condamner sans appel, le dossier ouvre un débat sur l'évolution d'un modèle économique en Amérique latine et dans le monde.

Jean Radvanyi, Marlène Laruelle,
La Russie. Entre peurs et défis, éditions Armand Colin, 2016



La Russie fait peur. Un président américain n'hésita pas à parler de l'URSS comme d'un « empire du mal » et la crise ukrainienne a remis cette notion au goût du jour à propos, cette fois-ci, de la Russie. On parle du « pouvoir de nuisance » du pays alors que d'autres évoquent une « impuissance génétique » des Russes à la démocratie. La Russie de l'ère Poutine ne cesse d'inspirer la méfiance, et jamais son image n'a été aussi négative.

Or dans le même temps, c'est la Russie elle-même qui a peur. Vingt-cinq ans après la fin de

l'URSS, le pays, ses élites, sa société civile sont traversés par toute une série de hantises. Les ébranlements successifs traversés dans les années 1980-1990 ont remis en cause bien des certitudes acquises et, partagé entre des aspirations réformatrices et la crainte d'une société libérale, le pays semble tenté par le repli dans un nouvel isolement.

Cet essai vient analyser l'ensemble des facteurs géographiques, historiques, politiques, culturels et géostratégiques qui permettent de comprendre ce qui agite profondément la Russie d'aujourd'hui.

Florian Gulli et Jean Quétier,
Découvrir Marx,
collection Les propédeutiques,
les Éditions sociales, 2016



Est-il encore besoin de découvrir Marx ? Comme souvent, ce qui semble su comme une sorte d'évidence est en réalité mal connu. Ce qui s'applique particulièrement à Marx tant le rapport à son œuvre fut l'occasion de grandes passions, de belles actions et

de méfaits terribles. Marx n'en finit pas d'interpeller ceux qui s'essaient à penser nos sociétés et leurs mouvements, les actions humaines et leurs effets.

Découvrir Marx, c'est laisser de côté les formules et les simplifications pour se confronter directement aux écrits de l'auteur. Cet ouvrage, accessible à tous, présente, explique et commente douze textes de Karl Marx, douze textes utiles à la compréhension du monde moderne dont il fut l'un des grands annonciateurs et des plus subtils critiques.

Nils Andersson,
Mémoire éclatée. De la décolonisation
au déclin de l'Occident,
édition D'En Bas, 2016



Ce livre constitue un témoignage exceptionnel sur plus de 60 ans du parcours d'un homme depuis les années 50 à nos jours. Deux tiers de l'ouvrage racontent les années d'activités littéraires, théâtrales et éditoriales de Nils Andersson à Lausanne - la fondation de la Diffusion et des Éditions de La Cité. En 1957, Nils Andersson rencontre Jérôme Lindon (Éditions de Minuit), Jean-Jacques Pauvert (Éditions Pauvert), et Robert Voisin (Éditions de l'Arche) afin de

leur proposer la diffusion de leur catalogue en Suisse. Il deviendra éditeur lorsque Lindon lui demande d'éditer *La Question d'Henri Alleg*, ouvrage interdit en France. Dès 1961, il diffusera également les Éditions Maspero et deviendra, après de nombreuses publications liées à la cause algérienne, l'éditeur du *Petit livre rouge* de Mao et d'autres publications maoïstes. Après son expulsion de Suisse par le Conseil fédéral en 1966, il travaillera cinq ans à Radio Tirana (émissions françaises), puis il deviendra le diffuseur des maisons d'éditions françaises en Suède. À sa retraite, il s'installe à Paris et devient actif au comité scientifique d'Attac tout en s'engageant sur les problématiques des droits humains. Cet ouvrage raconte également l'aventure de la décolonisation et de ce que Nils Andersson appelle le « déclin de l'occident ». *Mémoire éclatée* fait suite à un livre consacré aux Éditions de La Cité publié dans la collection Mémoire éditoriale (Éditions d'en bas) : *Livre et militantisme. La Cité-Éditeur 1958-1967* (avec une postface de François Maspero).

Thomas Lacroix,
Migrants. L'impasse européenne,
éditions Armand Colin, 2016



En 2015, plus d'un million de personnes fuyant la misère et les conflits sont arrivées en Europe, déclenchant ce que l'on a communément appelé la « crise des migrants ». Face à cet afflux, d'une ampleur inégalée depuis la Seconde Guerre mondiale, et ce drame

humanitaire, les pays européens, tout d'abord en état de sidération, se révèlent ensuite incapables de mener une politique commune d'accueil et de répartition, et sont tentés par le repli identitaire.

Fermeture des frontières pour le groupe de Visegrad, victoires électorales des partis d'extrême droite brandissant la menace de l'invasion, vote en faveur du Brexit... la crise migratoire vient révéler une crise d'une autre nature, politique celle-ci : celle du régime migratoire européen. Alors que des milliers de migrants continuent d'arriver chaque semaine sur les côtes grecques, le principe de solidarité, au fondement même du pacte européen, semble voler en éclat.

Comment en est-on arrivé là ? Pourquoi l'Europe achoppe-t-elle sur la question migratoire ? Quelles sont les voies de sortie possibles à la crise ? Faut-il repenser le principe de libre circulation ? Telles sont les questions auxquelles cet essai éclairant et engagé propose des éléments de réponse.

Pierre Laurent, Alain Hayot, Marc Brynhole,
Front national l'imposture,
droite le danger – 20 répliques à leurs programmes,
éditions de l'Atelier, 2017



Elle prétend être « la voix du peuple », proclame son attachement à la République et à la laïcité, fait croire qu'elle a un programme social, fustige l'Europe en vantant les mérites d'un Frexit... La propagande tapageuse

de Marine le Pen, elle qui fait de Trump son modèle, a besoin d'être combattue en révélant point par point ses mensonges, son discours xénophobe de division et l'impasse de son nationalisme.

Il se fait une fierté de supprimer 500 000 postes de fonctionnaires, de réduire drastiquement les remboursements des soins par la Sécu, promet de gouverner par décret et ordonnance en laissant croire que l'élection supprime la discussion. Il veut en finir avec le logement social, présente l'immigration et l'islam comme des menaces pour la France... Les intentions ultra libérales et conservatrices de François Fillon doivent être dévoilées et contrecarrées.

En répliquant à dix points essentiels des projets respectifs du candidat de la droite et de la candidate de l'extrême droite, ce livre propose à tout citoyen de sortir du piège où nous enferme l'imposture Le Pen et le danger Fillon.

SECTEUR INTERNATIONAL - EUROPE

coordination : Lydia Samarbakhsh* // lsamarbakhsh@pcf.fr

adjoint : Laurent Péréa** // lperea@pcf.fr

Europe

Coordination, projet européen, PGE :
Anne Sabourin*, Responsable Europe du
PCF, membre du Secrétariat politique
du PGE // asabourin@pcf.fr

Relations partis et forces progressistes :
Vincent Boulet, représentant du PCF au
Bureau exécutif du PGE

Politiques européennes :
Alexis Coskun // acoskun@pcf.fr

Relations institutionnelles, Parlement
européen : **Charlotte Balavoine**

Groupes de travail pays et batailles
thématiques : **Fabienne Lefebvre****,
Christine Mendelsohn, **José Cordon**,
Alain Rouy

Afrique

Dominique Josse // djosse@international.
pcf.fr et **Daniel Feurtet**

Amérique latine

Obey Ament, **Laurent Péréa** //
international@pcf.fr

Asie

Christiane Marcie, **Dominique Bari-
Vidal**, **Pierre Marcie**, **Philippe Rio**, **Denis
Rondepierre***, **Nicolas Bouroumeau** //
international@pcf.fr

Caraïbe-océan Indien

Jean-Louis Le Moing* // jllemoing@pcf.fr

Maghreb – Proche et Moyen Orient

en cours de désignation //
international@pcf.fr

#Réseau Culture de paix

Mélanie Tsagouris**, **Philippe Rio** et **Alain
Rouy** // international@pcf.fr

Commission Défense nationale et sécurité globale

animée par **Yann Le Pollotec*** // ylp@pcf.fr

Réseau Français de l'étranger en cours de désignation //

international@pcf.fr

Réseau PCF / Kurdistan :

kurdistan@international.pcf.fr

Collectif PCF-Palestine :

Raphaëlle Primet**, **Nathalie Lhopitault**,
Mathilde Caroly, **Marie-Hélène Chambrin**,
Auréli Lemeur, **Sabrina Loumi**, **Renée Le
Mignot**, **Claire Amadei** //
collectif-palestine@pcf.fr

#Solidarité avec le peuple sahraoui

Jean-Paul Lecoq // international@pcf.fr

Groupes de travail « pays »

Pascal Torre, **Alain Rouy**, **Denis
Rondepierre***, **Christiane Marcie**, **Jean-
Paul Lecoq**, **Dominique Bari-Vidal**, **Philippe
Rio**, **Michel Muller**, **Patrick Kamenka**,
Jacques Dimet

#GT Enjeux migratoires

animé par **Patrick Margaté**
international@pcf.fr

Projet et initiatives globales

(mondialisation, accords de libre-échange,
climat)

Laurent Péréa**

Comité de rédaction de la LRI

coordination : **Méline Le Gourriérec**
mlegourrierec@pcf.fr

relecture, révision : **Marianne Parmigiani**
mparmigiani@pcf.fr

Maquette : **Denis et Olivier**
international@pcf.fr

* : membres du Comité exécutif national du PCF

** : membres du Conseil national du PCF

@pcf_monde

international.pcf.fr

facebook.fr/pcfmonde



parti communiste français // 2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris